

***l'Anti*capitaliste**

n°599 | 20 janvier 2022 — 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG

URGENCE ANTICAPITALISTE:



LA MOBILISATION C'EST MAINTENANT

Dossier

**DE L'AIR, DÉGAGEONS
BLANQUER!**

Pages 6 et 7

ÉDITO

Le fond de l'air est brun
Page 2

PREMIER PLAN

**Vague Omicron:
ne pas se réjouir trop vite,
préparer la suite**
Page 2



ACTU INTERNATIONALE

Mali: un embargo contre le peuple
Page 5

LIBRE EXPRESSION

**Entretien avec Chloé au sujet de la
«stratégie nationale» de lutte
contre l'endométriose**
Page 12



édito

Par JULIEN SALINGUE

Le fond de l'air est brun

« C'est l'AFP, niquez-les ces fils de pute ». Suite à ce cri, lancé au mégaphone, une cinquantaine de militants d'extrême droite ont agressé physiquement une équipe de l'Agence France-Presse présente à la manifestation contre le pass vaccinal appelée par Florian Philippot le 15 janvier à Paris. Ces 50 individus étaient partie prenante d'un cortège d'environ 150 néonazis, regroupant notamment des membres de groupuscules dissous : les Zouaves Paris et Génération identitaire. 150 néonazis qui ont paradé tout l'après-midi dans Paris, avant de remettre ça, pour une bonne partie d'entre eux, le soir, lors d'une « marche de la fierté parisienne », aux flambeaux, au cours de laquelle d'autres violences ont été commises. Et le lendemain, ce sont les anti-IVG qui défilaient (probablement une troisième manif pour certains néonazis), à l'appel de la « Marche pour la vie », derrière des slogans bien réacs et anti-féministes. Le fond de l'air est brun, et les images de dizaines de petites brutes en train de faire des saluts fascistes dans les rues de Paris, sans que cela semble choquer personne autour, ni du côté des autres manifestants ni du côté de la police, le confirment. Dans le même temps, Zemmour et Le Pen répandent leur haine dans les médias, la droite et le gouvernement font mine de s'offusquer mais leur courent après avec une surenchère raciste et sécuritaire, et du côté de la gauche on s'indigne mais on ne propose rien sinon un « bon vote » en avril 2022. Il y a plusieurs semaines, suite – entre autres – au meeting de Zemmour à Paris et aux violences qui l'avaient entouré, Philippe Poutou lançait un appel à l'attention de toute la gauche sociale et politique : « Face au fascisme, se retrouver pour discuter concrètement d'une riposte collective ». Il nous semble en effet essentiel de prendre la mesure de ce à quoi nous sommes en train d'assister, avec un processus global de fascisation qui ne se résume pas aux seules violences d'extrême droite mais dont ces dernières sont un symptôme particulièrement visible et inquiétant. Nous le répétons donc : campagne électorale ou pas, la gauche sociale et politique s'honoreraient en se retrouvant de toute urgence pour préparer une riposte unitaire antifasciste digne de ce nom.

BIEN DIT

On parle souvent d'une accoutumance des citoyens à vivre sous l'état d'urgence ; je crois qu'il vaudrait mieux parler d'une accoutumance de l'exécutif à gouverner par l'état d'urgence.

STÉPHANIE HENNETTE-VAUCHEZ (professeure de droit public), liberation.fr, 12 janvier 2022.

À la Une

Construire les mobilisations et une perspective politique anticapitaliste

Ces dernières semaines ont vu s'exprimer des contestations non seulement de la gestion de la crise sanitaire chaotique par le pouvoir, mais plus globalement de 30 ans d'une politique libérale de casse dont le gouvernement Macron est à la fois le produit et le point d'orgue.

Ce gouvernement « ni de droite ni de gauche » ne se réclame d'aucune des traditions des courants politiques qui ont structuré la vie politique française depuis 1958 mais, par contre, réunit les défenseurs des politiques libérales les plus zélés et aussi les plus impatients et émoussés par les frissons du pouvoir et les « ors de la république », au point de rompre avec leur famille politique d'origine. Ce qui donne un attelage bien testostéroné (Dupond-Moretti, Darmanin, Blanquer, Le Maire, Attal) qui, par le fond de sa politique mais aussi son arrogance et son mépris, cristallise le rejet de sa politique, provoquant une montée des contestations politiques et sociales en pleine période électorale.

Des contestations de fond du libéralisme

Depuis fin novembre, on a vu se succéder, voire se juxtaposer, la contestation de secteurs majeurs de services publics et de salariéEs en lutte pour défendre leurs emplois contre des plans de licenciements que le gouvernement et son ministre Le Maire accompagnent, rejetant toutes les propositions portées par les salariéEs comme à la SAM de Decazeville ou avec les ex GM et S de La Souterraine... « Nous ne voulons plus d'une justice qui n'écoute pas et qui chronomètre tout » : C'était le titre d'une tribune qui a réuni fin novembre 5 476 magistrats (sur 9 000) et 1583 fonctionnaires de greffe, détaillant, chiffres à l'appui, l'état calamiteux de l'institution judiciaire et ses besoins pour rendre « une justice digne ». Cette tribune est devenue le moteur d'une mobilisation massive le 15 décembre, appelée par 17 organisations du monde judiciaire. « C'est grâce au seul investissement des personnels que nos établissements tiennent bon ! Mais jusqu'à quand ? Les salariéEs sont épuisés après deux ans de sacrifices constants (...) Ça suffit ! Il est temps

de régler les problèmes de fond qui traversent notre système de santé et d'action sociale. » C'était l'appel à la mobilisation du 11 janvier par les organisations syndicales et les associations, collectifs de défense de la santé.

La preuve par l'Éducation nationale

La mobilisation dans l'Éducation nationale autour du 13 janvier a atteint des chiffres qu'elle n'avait pas atteints depuis longtemps dans ce service public. La désorganisation des protocoles inadaptés et se succédant en rafale a été le couronnement des 55 mois de Blanquer, ce ministre autoritaire, adepte des vacances à Ibiza, et de son entreprise de démolition systématique de l'Éducation nationale.

Elle a rappelé que la mobilisation du monde de l'éducation (enseignantEs mais aussi personnels de la vie scolaire et médico-sociaux, AESH...) a un vrai pouvoir de désorganisation. En tout cas Castex et Vèran ont bien compris le message, qui ont encadré Blanquer le soir même pour jouer les pompiers avec les organisations syndicales. Il faut dire que Blanquer ne s'était pas privé de jouer les pyromanes « On ne fait pas grève contre un virus » pour tenter de ridiculiser l'appel à la grève. Les tentatives d'intimidation ministérielle sont restées sans effet, car les secteurs mobilisés ont la conviction de leur légitimité reconnue par l'opinion, à commencer par les parents, usagerEs du système hospitalier et de la justice, conscients du saccage.

DÉGAGEONS MACRON, BLANQUER CASTEX ET TOUTE LA CLIQUE!



Construire une perspective anticapitaliste

À cette étape on peut dire que ces analyses infusent dans les consciences, que la colère couve, et commence à contrecarrer le poids de la résignation et du fatalisme. Car dans ces 20, voire 30 ans de politiques libérales, il y a également le bilan de gouvernements de gauche. De cette gauche qui a démoralisé, déboussolé les convictions, combattu les aspirations au socialisme dont elle portait encore le nom, y compris en jetant les bases des méthodes répressives et autoritaires déployées ensuite par Macron.

À la différence de cette gauche qui, au mieux, se contente de demi-mesures, nous ne pouvons plus accepter que la course aux profits dirige le monde jusqu'à sa perte. Il faut tout changer avec des mesures qui prennent le mal à la racine. La réussite des journées d'action dans la santé le 11 janvier et dans l'éducation le 13 janvier montre que le climat social est en train de changer. De nombreuses entreprises en grève, en particulier autour des salaires et des conditions de travail, témoignent d'une reprise des mobilisations. La journée de grève interprofessionnelle du jeudi 27 janvier peut constituer une nouvelle étape dans la construction d'un mouvement d'ensemble qui pourrait changer la donne, à commencer par le visage de cette triste campagne présidentielle.

La candidature de Philippe Poutou s'inscrit dans cette dynamique d'affrontement au système. Elle peut également contribuer à redonner confiance à notre camp social et lui permettre de dire que nos vies valent plus que leurs profits.

Cathy Billard

VAGUE OMICRON Ne pas se réjouir trop vite, préparer la suite

Le scénario catastrophe n'a pas eu lieu. La courbe exponentielle des contaminations à Omicron n'est pas suivie d'une courbe exponentielle d'entrée en soins critiques, confirmant que si Omicron est bien plus contagieux, il est aussi moins grave que Delta. Pour autant, nous n'avons pas affaire à « une simple grippe ».

L'OMS a raison de souligner que « le nombre de décès par semaine est resté stable depuis octobre, avec une moyenne de 48 000 décès » et que si « Omicron provoque une maladie moins grave que Delta, il reste un virus dangereux, en particulier pour ceux qui ne sont pas vaccinés ». Omicron, dominant, c'est en moyenne 214 morts par jour en France, 235 en Allemagne. Et encore beaucoup d'interrogations...

« Vague Omicron, une chance » ? Combien de covid longs avec le raz-de-marée Omicron ? Combien de formes pédiatriques ? En Angleterre, bébés et tout-petits représentent jusqu'à 4% des hospitalisations, trois fois plus qu'avec le Delta. L'Europe, les USA, fortement vaccinés, sont actuellement le cœur de la vague Omicron. Qu'en sera-t-il pour les pays au taux de vaccination bas, à l'immunité faible liée aux infections précédentes, dont les systèmes

de santé risquent d'être submergés ? « Vague Omicron, une chance, mais pas pour tout le monde », titrait le Figaro... L'urgence reste la levée des brevets sur les vaccins, traitements et tests covid, comme l'affirmation en commun dans un appel Mélenchon, Jadot, Hidalgo et Poutou, à l'initiative de l'Observatoire de la transparence dans les politiques du médicament. En France, après l'Angleterre et le Danemark, des signaux semblent

indiquer que la vague Omicron a atteint son pic, notamment en Île-de-France. Mais les hospitalisations sont décalées par rapport aux contaminations. Plans blancs qui reportent une nouvelle fois les hospitalisations non-covid, entraînant une perte de chance en cardiologie, cancérologie, transplantation, lits de réa fermés faute de personnels, tri des malades... L'hôpital est au bord de la crise de nerfs, emporté par le Covid qui aggrave des années d'austérité.

Contre le pass vaccinal

Macron a transformé son pass sanitaire en pass vaccinal. Un danger autoritaire que nous refusons, qui contrôle pour exclure, là où il faudrait aller vers et convaincre. Un autoritarisme encore moins efficace avec le variant ! En effet, avec Omicron, si les vaccins protègent très efficacement contre le risque de mourir ou d'arriver en réanimation, leur efficacité contre la diffusion du covid s'est effondrée.

Un monde à changer

UN HAUT GRADÉ DU RENSEIGNEMENT SYRIEN CONDAMNÉ POUR CRIME CONTRE L'HUMANITÉ.

Anwar Raslan, ex-cadre du renseignement syrien, vient d'être condamné par un tribunal allemand. Nous publions le communiqué rédigé par Amnesty International à l'annonce de cette condamnation.

Un tribunal allemand vient de condamner Anwar Raslan pour crimes contre l'humanité. Un verdict historique et une victoire pour les familles des victimes de ce bourreau.

Le 13 janvier 2022, Anwar Raslan, ancien responsable des services de renseignement syriens, a été condamné à la réclusion à perpétuité par la Haute Cour régionale de Coblenz, en Allemagne. Il a notamment été reconnu coupable de torture, meurtre et viol de détenus dans la « Branche 251 ». Il s'agit d'un centre de détention géré par le renseignement militaire à Damas.

Le verdict rendu est une victoire historique qui permet d'entendre la

voix des dizaines de milliers de victimes de détention illégale, de torture et de violences sexuelles. C'est aussi une victoire pour les familles de détenus morts dans les prisons et les centres de détention en Syrie, du fait des traitements infligés par les forces de sécurité syriennes pendant plus d'une décennie.

Il est à noter que ce jugement reconnaît le caractère systématique des violences sexuelles en tant que crime contre l'humanité. Cela n'aurait pas pu se produire sans les personnes qui ont osé raconter leur histoire, les acteurs de la société civile syrienne, et les organisations de défense des droits humains et d'assistance judiciaire. Ils ont toutes et tous fait preuve d'une ténacité sans faille au fil des ans en vue d'obtenir justice, vérité et réparations.

La condamnation d'Anwar Raslan rappelle au gouvernement syrien et à tous ceux qui commettent des crimes contre l'humanité en toute impunité, que justice peut être rendue.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR L'université de Macron, c'est l'université des patrons

Alors que la très grande majorité du monde de l'éducation était en grève et en manifestation jeudi 13 janvier, Macron présentait son programme pour l'enseignement supérieur devant les présidents d'université. Et le moins que l'on puisse dire c'est qu'il annonce un plan de casse de grande ampleur du service public de l'enseignement supérieur et de la recherche et une série d'attaques majeures.

Fier de son bilan, Macron a vanté le mérite de ses réformes. Mais la réalité est pourtant tout autre sur le terrain. S'il est aisé de créer des places sur des tableaux dans des bureaux au ministère, dans les facs, il est plus difficile d'assurer l'accueil et une formation de qualité à moyens humains et budgétaires constants. Macron n'a par ailleurs vu ni les queues devant les distributions alimentaires, ni les milliers de bacheliers sans affectations, ni la détresse des étudiantEs.

Violence libérale et mensonges

« On ne pourra pas rester durablement dans un système où l'enseignement supérieur n'a aucun prix pour la quasi-totalité des étudiants ». Si c'est cette phrase qui a été principalement reprise de son discours, c'est tant elle caractérise la violence libérale de son programme politique. Macron défend un modèle d'enseignement supérieur à l'anglo-saxonne, où les étudiantEs s'endettent pour financer leurs études, véritable cadeau aux banques et dramatique sélection sociale.



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

Pour tenter de justifier ses propos et son programme, Macron ment éhontément sur une série de sujets : 50% des étudiantEs seulement se présenteraient aux examens de première année (alors que le taux de passage en L2 est de 53%), la France serait le pays qui a le taux de financement public de l'ESR le plus élevé alors que plusieurs

pays du Nord de l'UE notamment affichent de taux supérieurs... faible rigueur scientifique de la part du chef de l'État.

Attaque brutale contre un service public essentiel

Toutes ces propositions ne sont pas nouvelles ni surprenantes. Déjà dans les « Macronleaks », en

2017, nous découvrons le véritable programme de Macron pour l'ESR : hausse des frais d'inscription avec mise en place de crédits étudiants, élitisme, professionnalisation de l'ESR pour coller aux besoins économiques, poursuite de l'autonomie des universités, de leur mise en concurrence, casse des statuts, poursuite de la sélection...

Avec « Parcoursup », « Bienvenue en France », la future plateforme « Trouver mon Master » et bien sûr la loi de programmation de la recherche (LPR), le bilan des cinq années de Vidal et Macron est déjà bien lourd pour les étudiantEs et les personnelEs de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR). Le programme présenté par Macron la semaine dernière constitue une volonté de parachever une transformation libérale de l'ESR qui pourrait malheureusement être irréversible et qui constituerait une attaque brutale contre un service public essentiel.

Pour autant, si Macron n'a pas encore pu mettre en œuvre toute son entreprise de démolition de l'ESR, il n'appartient qu'à nous de construire les résistances sur nos campus, en commençant par la grève du 27 janvier et la journée de mobilisation des organisations de jeunesse le 3 février contre la sélection.

Correspondant

Le chiffre 86%

C'est l'augmentation des richesses des plus grandes fortunes françaises, d'après le dernier rapport d'Oxfam publié le 17 janvier. Selon l'ONG : « De mars 2020 à octobre 2021, les richesses des grandes fortunes françaises ont bondi de 86%, soit un gain de 236 milliards d'euros. À titre de comparaison, elles avaient augmenté de 231 milliards d'euros en 10 ans, entre 2009 et 2019. » Ce n'est pas la crise pour tout le monde, épisode 273.



Agenda

Jeudi 20 janvier, meeting de soutien à l'occupation des sans-facs, Fac de Nanterre. À 19h, amphi C1 Bât Zazzo, RER Nanterre-Université.

Jeudi 27 janvier, journée de grève et de manifestations sur les salaires.

À Paris, départ de la manifestation à 14h de Bastille. À 12h, concert. À 13h, meeting unitaire avec Philippe Martinez (CGT), Yves Veyrier (FO), Benoît Teste (FSU), Murielle Guilbert et Simon Duteil (Solidaires) et des salariéEs en lutte.

Jeudi 27 janvier, rassemblement pour exiger la libération de Georges Abdallah, Paris 4^e.

À 14h devant le tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy.

Samedi 29 janvier, meeting de solidarité avec les 5 de Montpellier, Montreuil (93).

En soutien aux sans-papiers interpellés alors qu'ils se rendaient à la manifestation du contre-sommet France-Afrique de Montpellier. À 17h à la Parole errante, rue François-Debergue.

NO COMMENT
Gouverner de nouveau, je suis fait pour ça, j'aime ça.

MANUEL VALLS, BFM-TV, 16 janvier 2022

Et donc s'il est toujours aussi important de se faire vacciner, les gestes barrières et les mesures collectives de limitation de la transmission ne peuvent pas être l'œuvre seulement des non-vaccinéEs, mais de l'ensemble de la population. « Emmerder » les non-vaccinéEs ne marche pas et détourne des vrais débats, de la responsabilité du pouvoir dans la mauvaise gestion de la pandémie ! Et concernant les vaccins, alors que l'âge est un facteur de risque essentiel face au covid, Santé Publique France nous apprend que les plus de 80 ans sont la tranche adulte la moins vaccinée, avec 12,1% de non-vaccinéEs, soit plus de 500 000 personnes.

« Un arsenal sanitaire pour en finir avec la pandémie »

Personne ne peut prédire l'évolution de la pandémie. Peu de scientifiques cependant croient à sa disparition. Car l'immunité conférée par vaccins et infections n'empêche pas de se

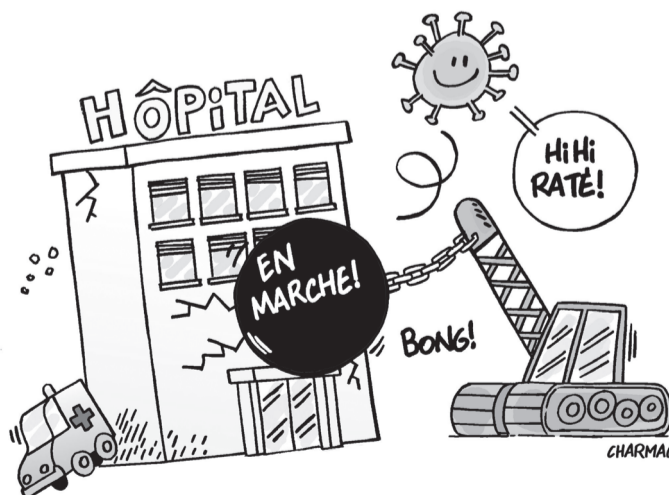
réinfecter, et qu'existe un gigantesque réservoir viral, humain mais aussi animal. De nouveaux variants vont-ils apparaître, une nouvelle vague Omicron ou Delta déferler quand l'immunité acquise par la vague hivernale aura diminué ? Se dirige-t-on vers une endémie, un fond permanent avec des bouffées épidémiques, notamment saisonnières ?

L'heure n'est pas au pari macronien, mais à la préparation à un monde où la crise écologique sera générateur de nouvelles épidémies. Dans une tribune à *Libération*, 1200 scientifiques demandent « un arsenal sanitaire pour en finir avec la pandémie et prévenir les suivantes [...] pour combiner faible taux de circulation viral par les gestes barrières et les mesures de limitation et haut niveau de vaccination mondiale », avec utilisation de masques FFP2 en intérieur, mise en place des normes de ventilation de l'air, recrutement d'arpenteurs sanitaires... Et aussi : « Moins de dommages sociaux et

économiques, d'entraves à l'exercice des libertés publiques, de mortalité, de mise sous pression des personnels soignants ». Mais ces exigences, pour s'imposer, doivent être portées par un véritable mouvement social. La

grève enseignante contre la catastrophe sanitaire à l'école est un espoir que le mouvement ouvrier soit enfin porteur d'exigences face à Omicron et à son monde.

Frank Prouhet



L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
01 48 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

Directeur de publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

SOUDAN

Les manifestantEs continuent de braver les balles de l'armée

Des manifestations massives se sont poursuivies au Soudan tout au long du mois de décembre 2021 et au début du mois de janvier 2022. Des dizaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue malgré une répression croissante.

Les principales organisations qui mobilisent et dirigent le mouvement de protestation sont les Comités de résistance basés dans les quartiers. Les Comités de résistance de Khartoum ont tenté d'organiser un sit-in devant le Palais de la République le 20 décembre. Ils en ont été empêchés par les forces de sécurité qui ont utilisé des balles réelles. Les Forces de la liberté et du changement (FFC-Forces of Freedom and Change), une coalition d'organisations d'opposition, ont demandé une enquête internationale à partir des récits de viols de manifestantes par les forces de sécurité lors de cette tentative de sit-in. Par la suite, le Bureau du Haut-Commissariat aux droits de l'homme des Nations unies a confirmé avoir reçu 13 allégations de « viols et de viols collectifs » par les forces de sécurité lors de cet événement.

Au moins 64 morts

Le 2 janvier, le Premier ministre Abdallah Hamdok a démissionné. Il a été incapable de former un gouvernement. Sa démission laisse sans soutien civil la junte militaire qui a pris le pouvoir le 25 octobre 2021.

Les dirigeants des FFC ont exprimé leur regret de la démission de Hamdok. Par contre, les Comités de résistance ont manifesté de l'indifférence face à cette démission, considérant que Hamdok s'était rangé du côté des militaires en signant la déclaration politique du 21 novembre et en négociant son retour au pouvoir, après avoir été assigné à résidence.

Le général Abdel Fattah al-Burhan a maintenant accordé au Service des renseignements généraux (GIS-General Intelligence Service) des pouvoirs d'arrestation dans le cadre de l'état d'urgence qu'il a instauré après son coup d'État du 25 octobre. Le GIS a commencé une campagne d'arrestations ciblées contre les Comités de résistance.

Le 17 janvier 2022, au moins 64 manifestantEs avaient été tués par les forces de sécurité depuis le coup d'État de Burhan le 25 octobre, après la mort de Maasoum Hachem lors de la Marche des millions (March of the Millions) le dimanche 9 janvier.

Après la démission d'Hamdok, l'UE et les puissances de la troïka (Royaume-Uni, États-Unis et Norvège) ont publié une déclaration appelant au retour à un partage du pouvoir entre civils et militaires sur la base de la déclaration constitutionnelle de 2019 et ont proposé un dialogue « modéré par la communauté internationale et dirigé par le Soudan ».

Rejet des négociations avec les militaires

Cependant, l'exigence soulevée par de nombreux et nombreuses manifestantEs dans les rues et par la plupart des Comités de résistance est de rejeter toute négociation avec les militaires, ou leur participation à un futur gouvernement. Ils perdent confiance dans les puissances internationales, y compris le gouvernement britannique, qui refusent de rompre les liens avec les militaires et continuent à faire pression sur les forces civiles pour qu'elles reprennent les négociations avec les putschistes.

L'Association des professionnels du Soudan a présenté une « Charte pour l'achèvement de la Glorieuse Révolution de décembre » [commencée en 2018] dont les exigences comprennent : l'attribution à un Premier ministre civil de l'autorité suprême sur les forces armées ; le contrôle du budget militaire par le ministère des Finances ; la dissolution des Forces de soutien rapide [à la tête desquelles se trouve Mohamed Hamdan Dagalo, connu sous le nom de Hemeiti] et des groupes rebelles et leur intégration dans l'armée nationale, ainsi que la réduction des pouvoirs du Conseil de souveraineté [qui avait été établi en août 2019 et dissous lors du coup d'État d'octobre 2021 et recomposé par le général Al-Burhan en novembre 2021].

Mena Solidarity Network,
traduction rédaction A l'Encontre

ÉTATS-UNIS La Cour suprême statue contre la santé des travailleurEs

Aux États-Unis, le débat sur la vaccination est d'une tout autre nature qu'en France au regard de la nature et du fonctionnement du système de santé, notamment en ce qui concerne la responsabilité (y compris financière) des entreprises dans la prise en charge de la vaccination des travailleurEs. Nous publions le point de vue de Dan La Botz suite à une récente décision de la Cour suprême à ce sujet.

À u début du mois, la Cour suprême des États-Unis a rejeté le projet du président Joe Biden de rendre obligatoire la vaccination des travailleurEs employés par des entreprises privées. Il s'agit d'une décision extraordinairement irrationnelle et réactionnaire prise par l'une des institutions les plus antidémocratiques et autoritaires de notre société, qui place le pouvoir du capital avant la santé des travailleurEs.

850 000 morts du covid

Le mandat pour les entreprises privées était l'un des deux volets du plan Biden pour mettre fin à la pandémie parmi les travailleurEs. Les Centers for Medicare and Medicaid Services ont rendu obligatoire la vaccination de la quasi-totalité des employéEs des hôpitaux, des maisons de retraite et des autres prestataires de soins de santé qui reçoivent des fonds fédéraux. Bien que les juges les plus conservateurs s'y soient opposés, la majorité de la Cour suprême a laissé cette obligation subsister, ce qui permettra de protéger la plupart des 22 millions de travailleurEs de la santé du pays. L'Administration américaine de la santé et de la sécurité au travail (OSHA) a également imposé que, dans toutes les entreprises de plus de 100 personnes, les employéEs travaillant à l'intérieur soient régulièrement vaccinés ou soumis à des tests, ce qui aurait protégé environ 84 millions de travailleurEs. La Cour a annulé cette mesure. L'OSHA, une agence dont la mission est de protéger la santé des



WIKIMEDIA COMMONS

travailleurEs, a été créée par le Congrès en 1971, après un long combat mené par les syndicats et les militantEs de la santé publique pour sa mise en place. Le Congrès a donné à l'OSHA, entre autres responsabilités, le pouvoir, lorsque les travailleurEs sont confrontés à « un grave danger dû à l'exposition à des substances ou à des agents jugés toxiques ou physiquement dangereux ou à de nouveaux dangers », d'établir des normes d'urgence pour les protéger. Il est clair que le coronavirus représente exactement un tel danger grave, qui a coûté la vie à des milliers de travailleurEs, non seulement dans le secteur des soins de santé, mais aussi dans les usines de transformation de la viande, les restaurants, les épiceries et d'autres lieux de travail. Au moment où j'écris ces lignes, le Covid a tué environ

850 000 ÉtatsunienEs et continue de les tuer à un rythme de près de 2000 par jour, et beaucoup sont tombés malades au travail.

Des arguments idéologiques

La Cour suprême a voté selon des lignes idéologiques, à six contre trois, pour annuler la décision de l'OSHA pour les entreprises privées, arguant que l'OSHA n'avait pas le pouvoir d'imposer la vaccination. La Cour a avancé deux arguments pour justifier sa décision. Premièrement, le Covid existe non seulement sur les lieux de travail mais partout dans la société en tant que « danger quotidien », il ne s'agit donc pas d'une question de santé publique ni d'une question liée au lieu de travail. Bien sûr, cela est également vrai pour d'autres normes OSHA telles que celles concernant la protection

contre les incendies ou les produits chimiques dangereux présents un peu partout. Deuxièmement, les juges conservateurs ont fait valoir qu'une vaccination ne peut être annulée à la fin d'une journée de travail et qu'elle affecte donc les travailleurEs en dehors du lieu de travail. La norme de l'OSHA, cependant, n'exigeait pas la vaccination, mais offrait l'alternative de tests réguliers. Et, bien sûr, il y avait des exceptions pour raisons religieuses et pour les personnes ayant des problèmes de santé particuliers. Il est clair que l'objection idéologique sous-jacente de la majorité conservatrice de la Cour est l'intervention du gouvernement fédéral dans les affaires des entreprises privées. Les préoccupations concernant la santé des travailleurEs ne devraient pas interférer avec le caractère sacré du capital.

Une institution antidémocratique

Pourtant, de nombreuses entreprises de divers secteurs ont déjà imposé la vaccination de leurs travailleurEs et la plupart des syndicats, malgré une certaine résistance initiale, en sont venus à soutenir et même à préconiser la vaccination. Le public, dans son ensemble, est désormais favorable à la vaccination.

La Cour suprême est l'une des institutions les plus antidémocratiques de notre gouvernement. Le président en exercice nomme les juges qui doivent être confirmés par une majorité simple au Sénat. L'ancien président Donald Trump en a nommé trois, créant ainsi une cour beaucoup plus à droite. Les juges siègent ensuite jusqu'à ce qu'ils démissionnent ou meurent et ils ne peuvent être révoqués que par destitution et aucun n'a jamais été condamné. L'extrême gauche américaine demande depuis longtemps l'abolition de la Cour.

La décision de la Cour s'inscrit dans une tendance politique autoritaire et anti-travailleurEs qui se développe et à laquelle il faut résister.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

BRÉSIL Un manifeste contre l'alliance entre Lula et Alckmin

Mardi 11 janvier, la presse et les réseaux sociaux brésiliens ont fait écho à une initiative des militantEs du PT, une pétition en ligne contre la possible alliance entre Lula et Geraldo Alckmin, l'ancien Tucano [allusion à son statut d'ancien gouverneur de l'État de São Paulo] qui se rapproche de Solidariedade [parti créé en 2013, social-libéral], tout en parlant au PSB-Parti socialiste brésilien et au PSD-Parti social-démocratique.

Cette pétition a le soutien de poids lourds du PT, comme les ex-présidents du parti : Rui Falcão [député fédéral du Minas Gerais] et José Genoïno [député fédéral de São Paulo]. Après des rumeurs sur la scène politique et les conversations entre Lula et Alckmin, le débat sur une éventuelle alliance Lula-Alckmin a provoqué d'importantes discussions dans les rangs militants de la gauche.

« Geraldo Alckmin a soutenu le coup d'État »

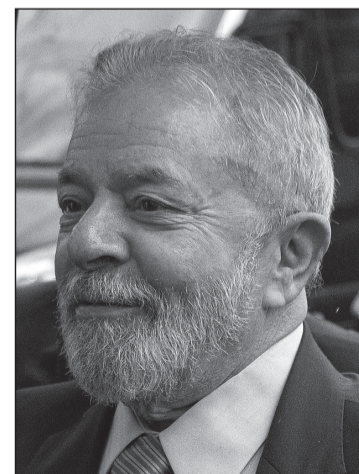
Dans le manifeste qui accompagne la pétition, les promoteurs affirment qu'un éventuel gouvernement de gauche ferait face à « l'opposition du bolsonarisme, du lavajatismo [allusion à la candidature de l'ancien juge Sergio Moro qui utilisa la campagne anti-corruption, dite Lava Jato, entre autres contre Lula] et du néolibéralisme », des forces politiques qui « ont applaudi et bénéficié de la condamnation, de l'emprisonnement et de l'interdiction de Lula en 2018 ». Le manifeste dénonce le rôle de l'ancien gouverneur de São Paulo dans tout ce processus qui a culminé avec l'élection de Bolsonaro, comme l'expression ultime du coup d'État initié en 2016 [déstabilisation de Dilma Rousseff].

« Geraldo Alckmin a participé et soutenu publiquement l'ensemble de ce coup d'État et de cette opération néolibérale », poursuivent les

pétitionnaires, rappelant même une partie de la biographie d'Alckmin et de ses quatre mandats de gouverneur de São Paulo, marqués par une « longue trajectoire de lutte contre les positions nationales, démocratiques et développementistes ». Son administration a été marquée par des attaques « contre les travailleurs en général, contre les fonctionnaires, contre ceux et celles des secteurs de la santé et l'éducation, contre la sécurité publique, contre les hommes et les femmes noirs, contre les jeunes et les étudiants, contre les habitants de la périphérie, contre les conditions environnementales ».

Un texte utile mais insuffisant

La pétition semble être dirigée vers la base militante du PT. Dans ce sens elle tend à limiter ce débat sur la politique des alliances dans un cadre limité au cercle du PT et non comme un débat qui impliquerait



WIKIMEDIA COMMONS

la gauche dans son ensemble ainsi que les mouvements sociaux, dans le but de construire une alternative politique pour le pays. Le texte, sous forme de pétition, n'aborde pas non plus des questions fondamentales, comme celle du programme, c'est-à-dire quelles

propositions pour le pays devrait avancer la candidature de Lula afin de répondre aux besoins du peuple brésilien et combattre les inégalités socio-économiques, en réalisant, comme le souligne le texte lui-même, des « transformations profondes au Brésil ».

Le manifeste ouvre toutefois une discussion importante qui devrait inclure l'ensemble des militantEs de gauche et des mouvements sociaux dans le pays, comme les mouvements féministes, anti-racistes, LGBTI, de la jeunesse et des travailleurs, afin que nous puissions construire un projet d'indépendance de classe, sans bourgeois et sans putschistes, et un front de gauche qui fasse appel aux masses et renforce la lutte pour le pouvoir dans une perspective qui serve la majorité populaire et fasse progresser des mesures anticapitalistes.

Esquerda Online

MALI Un embargo contre le peuple

Les deux organismes régionaux africains, la CEDA (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest) et l'UEMOA (Union économique et monétaire ouest-africaine), structure regroupant les pays ayant le Franc CFA comme monnaie, ont décidé l'instauration de sanctions contre le Mali. La raison évoquée est la décision de la junte de prolonger la période de transition de cinq années. La position de la CEDA est fortement soutenue, pour ne pas dire suscitée, par la France, qui entend continuer à dicter sa volonté sur le cours de la guerre au Sahel.

Suite à des mobilisations populaires massives contre le gouvernement, des officiers de l'armée malienne avaient déposé le président Ibrahim Boubacar Keïta en août 2020. Ils avaient mis en place un premier gouvernement puis, après l'avoir limogé, ont pris directement les rênes du gouvernement de transition. Dans un premier temps la junte s'était engagée à organiser des élections le 27 février de cette année. Avec la tenue des assises nationales de la refondation, elle a décidé de prolonger la transition de cinq ans.



WIKIMEDIA COMMONS

Bal des hypocrites

Les sanctions contre le Mali sont extrêmement dures : fermeture des frontières, interdiction de toute transaction, gel des avoirs de l'État malien dans tous les établissements bancaires de l'Afrique de l'Ouest. Si officiellement ces mesures ne s'appliquent pas aux produits de première nécessité et au carburant, leurs pénuries risquent rapidement de se faire sentir par l'absence de liquidités disponibles. Bref, le but est bien d'étouffer économiquement un des pays les plus pauvres au monde avec toutes les conséquences dramatiques pour les populations.

De telles mesures avaient déjà été prises contre le gouvernement de Gbagbo en soutien à Alassane Ouattara lors de la crise électorale de 2010 en Côte d'Ivoire, à l'instigation de la France.

Parmi les grands démocrates de la CEDA, on trouve le président sénégalais Macky Sall qui, il y a quelques mois, a fait ouvrir le feu contre des manifestants avec un bilan de 13 morts dont un enfant de 12 ans, le nigérien Mohamed Bazoum qui vient d'emprisonner deux journalistes dénonçant le trafic de drogue, l'Ivoirien Ouattara qui s'est présenté, en dépit de la Constitution, à un troisième mandat, Faure Gnassingbé, qui lui en est à son quatrième mandat à la tête du Togo, le Béninois Patrice Talon qui a jeté en prison pour terrorisme ses deux principaux opposants, Frédéric Joël Aïvo et Réckyatou Madougou.

Si, au Mali, il y a des critiques fortes contre la junte militaire, la société civile, comme les partis politiques, condamnent l'embargo qui frappe leur pays. Ils font remarquer à

juste titre que la démocratie n'est pas juste l'organisation des élections. Tout le monde s'accorde sur la nécessité de profondes réformes. D'autant que le Mali a déjà vécu cette expérience en 2012. À l'époque, la France et la CEDEAO ont imposé un processus électoral qui n'a pas réglé, loin sans faut, la situation du pays.

La France chef d'orchestre de l'embargo

Beaucoup pensent que la France est à la manœuvre dans l'établissement de l'embargo comme elle l'avait fait en 2012. Elle a présenté une motion au Conseil de l'ONU pour appuyer cet embargo, qui a fait l'objet d'un veto de la part de la Russie et de la Chine. Un zèle que l'on retrouve pour convaincre l'Union européenne de soutenir les sanctions. Autre exemple de

cet acharnement : Air France, qui procédait à l'embarquement des passagers à destination de Bamako mercredi 12 janvier, a dû annuler immédiatement les opérations sous l'injonction des autorités françaises, laissant en rade à l'aéroport de Roissy des dizaines de voyageurs. Par contre les vols militaires français continuent, et s'affranchissent même de l'autorisation de l'autorité de régulation malienne pour pénétrer dans l'espace aérien du pays. Le Drian, pitoyable représentant de la Françafrique, dénigre la junte malienne fossoyeuse de la démocratie, mais reste muet quand Macron est le premier chef d'État occidental à rencontrer le dirigeant saoudien Mohammed Ben Salmane impliqué dans le meurtre ignoble du journaliste Jamal Khashoggi. Tout aussi muet quand son mentor soutient ostensiblement le coup d'État militaire au Tchad perpétré par le fils du dictateur défunt Idriss Déby.

Quelle que soit l'issue de cette crise, le pari de la CEDEAO et du gouvernement français est perdu. Les dizaines de milliers de Maliens qui sont descendus dans la rue contre les sanctions renforcent la position de la junte qui joue habilement sur la défense du pays. Cette mobilisation populaire participe à renforcer le ressentiment contre la politique impérialiste de la France. Au moins, l'arrogance de Macron aura servi à ça.

Paul Martial

BOSNIE-HERZÉGOVINE Les nationalistes poussent la logique du pire

Les explications de Jean-Arnauld Dérens, co-rédacteur en chef du *Courrier des Balkans*¹.

On semble à nouveau au bord de l'explosion en Bosnie-Herzégovine. Comment en est-on arrivés là ?

Depuis la signature des accords de paix de Dayton, en 1995, la Bosnie-Herzégovine est un pays divisé en deux « entités », la Republika Srpska (RS) et la Fédération croato-bosniaque, elle-même divisée en dix cantons, à prédominance tantôt bosniaque (de culture musulmane), tantôt croate. En réalité, le pays est mis en coupe réglée par trois oligarchies ethnonationalistes, qui ont tout intérêt à jouer la carte des tensions pour mobiliser l'opinion publique et détourner l'attention des problèmes économiques et sociaux qui rongent le pays. Depuis l'été, Milorad Dodik, membre serbe de la présidence tripartite du pays, a relancé l'hypothèse d'une sécession de l'entité serbe. Le 10 décembre, le Parlement de la Republika Srpska a voté des lois qui pourraient aboutir, dans un délai de six mois, à la création d'institutions séparées et même de forces armées propres à l'entité serbe. En clair, un processus de sécession est effectivement engagé. C'est dans ce contexte que s'inscrivait la parade du 9 janvier, organisée pour célébrer les trente ans de la RS, proclamée le 9 janvier 1992, quelques semaines avant que le pays ne bascule dans la guerre.

Pourquoi Milorad Dodik a-t-il choisi ce moment-là ?

D'une part, même s'il semble toujours être le « patron » tout-puissant de l'entité serbe, Milorad Dodik se sait menacé : ces dernières années, de puissants mouvements citoyens ont contesté son système autoritaire et clientéliste et son parti a même perdu le contrôle de la mairie de Banja Luka, la principale ville de la RS, lors des élections municipales de novembre 2020. Alors que des élections générales sont prévues à l'automne 2022, Dodik relance les provocations nationalistes pour essayer de rester au pouvoir. D'autre part, il sait que la « communauté internationale », très divisée, est incapable de réagir : il compte sur de précieux alliés au sein même de l'Union européenne, comme le Hongrois Viktor Orbán.

Et les nationalistes croates jouent aussi leur partition ?

Oui, ils rêvent toujours de la création d'une « troisième entité ethnique », qui serait purement croate. Ils veulent imposer une réforme électorale, qui renforcerait le caractère ethnique du vote. Il existe une totale convergence tactique entre les deux nationalismes.

Jusqu'à où cette crise peut-elle aller ? Une nouvelle guerre est-elle possible ?

Une guerre semble peu probable, car personne n'y a intérêt, mais aussi parce que le pays se vide de sa population. Les jeunes, diplômés ou non, s'exilent massivement dans des pays comme l'Allemagne, à la fois en raison de la situation économique catastrophique, mais aussi par lassitude de la corruption et d'un clientélisme systématique : il faut bien souvent avoir la carte d'un des partis nationalistes pour trouver du travail, inscrire ses enfants à l'université, etc. Or, on ne peut pas faire la guerre dans un pays dont tous les jeunes sont partis.

La Bosnie-Herzégovine connaît aussi de nouvelles formes de mobilisations sociales.

En effet, en 2014, le mouvement des plenums, qui contestait les privatisations et proposait des formes originales de démocratie directe, a secoué le pays, en dépassant les barrières « ethniques ». Il a été réprimé et étouffé, mais de nouvelles mobilisations se développent, notamment pour la défense des communs, comme les rivières sauvages, menacées par d'innombrables projets de micro-centrales hydroélectriques, qui sont surtout des opérations de blanchiment d'argent et de greenwashing, souvent avec la bénédiction de la Commission européenne... Le droit à l'eau ou le droit à la ville mobilisent les citoyens de toute origine, mais ces mouvements peinent à trouver une traduction politique, car le système institutionnel est complètement verrouillé au plus grand profit des oligarchies nationalistes.

Propos recueillis par Catherine Samary

¹ - Pour suivre chaque jour l'actualité des Balkans : www.courrierdesbalkans.fr

KAZAKHSTAN L'ordre règne à Almaty ?

Ces jours sanglants de janvier ont fait plus de 200 morts, d'innombrables blessés et disparus, 10 000 à 12 000 emprisonnés et torturés. Le pouvoir réprime mais les racines de la colère demeurent : misère du côté des exploités, luxe insolent et corruption du côté des cliques possédantes locales, sur fond de chômage et d'inflation galopante. Un premier affrontement de classe de l'année 2022 qui exprime les tares de la société capitaliste... et les révoltes qui s'annoncent.

Le président Kassym-Jomart Tokaïev est satisfait

Kassym-Jomart Tokaïev tient une version des événements qui le blanchit. Les émeutes auraient été le fait de bandes terroristes armées par l'étranger (d'Afghanistan, des pays d'Asie centrale ou du Moyen-Orient) et/ou par le clan de l'ex-président Noursoultan Nazarbaïev (qui a dû laisser la place il y a deux ans, après trente ans de règne). Des membres des forces de sécurité à sa solde n'auraient-elles pas tenté un coup d'État ? Au service de membres de la famille – filles et fils bien placés parmi les oligarques capitalistes qui ont profité des vagues de privatisation des années 1990. Une partie de

Le calme serait revenu au Kazakhstan. Les habitantEs de la capitale secouée par les scènes d'émeutes de la semaine passée – en particulier l'assaut du siège principal du gouvernement et de l'aéroport d'Almaty – tenteraient de retrouver une vie normale. Les contingents militaires russes appelés à la rescousse seraient sur le chemin du départ. Une page tournée ? Rien n'est moins sûr.

cette élite dorée s'est prudemment envolée pour Moscou ou Dubai.

Coup d'État ou sales coups de l'État ?

On ne doute pas que Nazarbaïev ait eu les moyens de recruter des gangs anti-ouvriers. La trêve d'un Tokaïev en butte à la vindicte de son ex-mentor reste pourtant à prendre avec des pincettes. Depuis 1991, le régime « présidentiel » du Kazakhstan n'a connu que deux présidents : Nazarbaïev et Tokaïev, le second intronisé par le premier – droits humains et droits syndicaux n'ayant été la tasse de thé ni de l'un ni de l'autre. C'est Tokaïev en personne qui a récemment, face aux manifestations populaires, donné l'ordre de « tirer pour tuer » et présenté les insurgés comme des « terroristes ». Réaction type de dictateurs qui voient leur trône ébranlé. En la circonstance dans un pays aux traditions de luttes de classe dures. En 2012, des mois de grèves, auxquelles ont participé

des dizaines de milliers d'ouvriers, ont marqué la zone d'exploitation pétrolière du pays, à l'ouest près de la mer Caspienne.

Les routes du profit

Le Kazakhstan est situé sur ces « nouvelles routes de la soie » grâce auxquelles la Chine cherche à étendre son réseau de voies commerciales et « tubes ». Ses intérêts sont concernés, comme ceux de la Russie ou de la Turquie. Mais pas seulement. Un tiers des exportations du Kazakhstan – dont le pétrole et les minerais – transitent vers l'ouest. Le pays est un Eldorado pour les investisseurs et actionnaires de majors pétrolières américaines, de multinationales françaises (dont Total et Areva) et allemandes (dont Siemens-Energy ou Heidelberg-Cement). Tous s'en mettent plein les poches pendant que l'élite politique kazakhe bâillonne la classe ouvrière. Récemment encore, Bruno Le Maire et Angela Merkel étaient

invités chez Nazarbaïev ou l'ont reçu. On lui vend des armes¹. On critique donc la répression mais du bout des lèvres. Chaque parole est pesée à l'aune des intérêts économiques nationaux. Le 8 janvier, l'Allemagne a certes fait part de sa décision, « au vu de la situation », d'arrêter ses exportations de matériels militaires vers le Kazakhstan. Paroles... mais qu'on n'a même pas entendues de la bouche d'un Le Drian. Alors vivent la lutte et la résistance des révoltés du Kazakhstan.

Michelle Verdier

¹ - Sur le site spécialisé dans l'actualité militaire opex360.com, on peut ainsi lire l'information suivante (10 janvier 2022) : « En septembre dernier, Noursoultan [ex-Astana] avait officialisé la commande de deux avions militaires de transport A400M auprès d'Airbus, afin de compléter sa flotte de neuf C-295, également acquis auprès du groupe européen. "L'A400M deviendra la pierre angulaire des opérations de transport aérien tactique et stratégique du Kazakhstan", s'était alors réjoui Michael Schoellhorn, le Pdg d'Airbus Defence and Space [ADS]. »

INGÉRABLE

Le chaos, l'épuisement et, enfin, la colère. Voici trois mots qui résument la situation dans l'Éducation nationale depuis la rentrée de janvier. Le raz-de-marée Omicron a balayé un équilibre fragilisé par 20 mois de gestion sanitaire catastrophique à l'école et à l'université, mais aussi par cinq ans d'un blanquérisme brutal et destructeur. Les personnels n'en peuvent plus, les élèves n'en peuvent plus, les parents n'en peuvent plus. En dix jours, ce ne sont pas moins de trois protocoles différents qui ont été décrétés, dont le premier annoncé, dans un article payant du Parisien, la veille au soir de la rentrée... Et malgré la complexité de ces règles multiples et en perpétuelle mutation, malgré les efforts que cela exige des personnels et des familles, le virus continue de faire des ravages sans précédent à tous les niveaux du système scolaire. C'est le sentiment de double peine qui domine. Pendant ce temps, le mépris de Blanquer semble ne pas avoir de limite. Pour désigner l'explosion prévisible des cas de covid chez les enseignantEs, du fait de sa politique sanitaire indigente, il ne trouve pas d'autre mot que celui d'«absentéisme». Et lorsque la colère éclate enfin et que les personnels de l'éducation décident que trop c'est trop et qu'il n'est plus possible de continuer à cautionner cette école en «mode dégradé», le ministre en roue libre explique qu'on «ne fait pas grève contre un virus». Heureusement, la rue lui a infligé un sérieux revers, jeudi 13 janvier, à travers une grève ultra massive appelée par l'ensemble des organisations syndicales sans exception, mais aussi par les organisations lycéennes et les parents d'élèves. 62% dans le secondaire, 75% dans les écoles primaires: le ras-le-bol qui s'est exprimé est profond et vient de loin. Les personnels de l'éducation ont bien compris que le Blanquer du déni de l'épidémie et celui de la casse de l'école publique sont bien le même. Il n'a aucune considération pour les profs ou les élèves, leur santé ou leurs conditions de travail et d'étude. Plus que jamais, la démission de Blanquer est une mesure sanitaire d'urgence pour que l'École puisse à nouveau respirer!

Dossier réalisé par le secteur éducation nationale du NPA.



L'ÉCOLE ABANDONNÉE AU VIRUS

Au fur et à mesure de la montée vertigineuse des chiffres de l'épidémie Omicron, le protocole dans l'Éducation nationale s'allège de plus en plus. Conséquence inévitable: les contaminations à l'école explosent. Sans le dire, Blanquer et le gouvernement assument une politique de libre circulation du virus dans les établissements scolaires, peu importe les conséquences pour la santé des personnels, des élèves et de leurs familles.

Personne ne semble vraiment s'en émouvoir mais, depuis la rentrée de janvier, le ministère de l'Éducation nationale ne fournit plus les chiffres des élèves et personnels touchés par le Covid-19. Et les quelques statistiques parcellaires lâchées aux médias par Jean-Michel Blanquer sont largement contredites par le ministère de la Santé. Tout montre pourtant que le virus fait des ravages à tous les niveaux du système scolaire: 400 000 élèves contaminés rien que la première semaine. Les classes se vident et chaque enseignantE se demande avec appréhension quand viendra son tour d'avoir le covid. La catastrophe sanitaire était pourtant largement prévisible, et beaucoup s'attendaient à ce que la rentrée du 3 janvier soit repoussée d'une semaine ou deux, le temps que la pression retombe, comme cela a été fait dans d'autres

pays. C'était sans compter le déni de Blanquer et son obstination idéologique à maintenir les écoles ouvertes, quel qu'en soit le coût en termes de santé et d'épuisement des personnels.

Protocole et moyens fantômes

En effet, s'il faut reconnaître qu'il y a aussi de bons arguments en faveur du maintien de l'ouverture des écoles, il n'y en a en revanche aucun qui justifient que cela ait été fait avec une telle absence de moyens, et avec des protocoles aussi inapplicables que peu protecteurs. Réduire à un test antigénique, puis un autotest, ou même rien du tout, la condition pour un retour en classe lorsque l'on est cas contact, c'est accepter de laisser le champ libre au virus dans les classes, tout en transformant le protocole en casse-tête pour les parents et les personnels



chargés de l'appliquer dans les établissements scolaires. Dans le premier degré, ce sont en particulier les directrices et directeurs d'école qui se retrouvent pris entre le marteau et l'enclume, face à des familles dans l'incompréhension. Ils et elles sont dépassés et passent leurs journées au téléphone et à scruter leur boîte mail tout en faisant classe, faute d'aides administratives, supprimées par Blanquer en 2018. Dans le secondaire, ce sont les assistants d'éducation (AED) et les personnels d'entretien, au contact direct et régulier de dizaines voire de centaines d'enfants, qui sont depuis le début de la crise les parents pauvres des protocoles sanitaires. Devant gérer à la fois les changements incessants de protocoles, les cas de covid des élèves et les nombreuses absences des professeurEs contaminés, les

vies scolaires sont au bord de l'explosion.

Exiger le respect de notre santé

Les quelques miettes accordées par Castex pour apaiser la colère des enseignantEs ne suffisent pas. Le temps des masques en coton et des fenêtres entrouvertes est révolu, il faut des FFP2 pour tous les personnels, des masques chirurgicaux (au moins) distribués aux élèves, des capteurs de CO2 dans toutes les salles. Il faut des embauches pérennes pour mettre fin à l'hémorragie persistante de remplaçantEs et pouvoir passer aux demi-groupes lorsque la situation sanitaire l'exige. Il faut embaucher des personnels sociaux et médicaux dans tous les établissements scolaires. Enfin, il faut accepter de replacer la santé avant le maintien de l'activité économique, avec des protocoles qui limitent vraiment les contaminations: fermeture des classes dès le premier cas, isolement des cas contacts et fin de la pression pour remettre au travail les malades du covid au bout de cinq jours seulement. Le déni et l'inaction sanitaire n'ont que trop duré, il est temps de stopper une politique qui met en danger les élèves et les personnels.

AU-DELÀ DU SANITAIRE

Si un nombre aussi important d'enseignantEs et de personnels des établissements scolaires du primaire et du secondaire étaient en grève jeudi 13 janvier, ce n'est pas uniquement pour réclamer plus de protection face à la pandémie.

De nombreuses sections syndicales locales ne s'y sont pas trompées en communiquant avant tout sur un ras-le-bol généralisé contre Blanquer et son école. La pandémie est révélatrice de la réalité du délabrement du service public d'éducation et des modifications destructrices profondes de ces dernières années.

Des conditions de travail qui se dégradent

Ainsi, les revendications des accompagnants d'élèves en situation de handicap (AESH) sont nombreuses et légitimes. Alors que ces personnels sont en première ligne pour gérer l'inclusion, ils et elles sont extrêmement mal payés, pas assez formés, et leur expertise est mal reconnue, sans parler des problèmes administratifs (problèmes de paye, changements d'affectation brutaux...). En outre, les pôles inclusifs d'accompagnement localisés (PIAL), ont été fortement modifiés à la rentrée 2021. Au prétexte d'une plus grande «souplesse», les moyens humains ont été mutualisés sur des zones géographiques, ce qui a eu des conséquences néfastes : d'une part la précarisation accrue des AESH, en les forçant à travailler sur plusieurs établissements et à changer d'affectation du jour au lendemain ; et d'autre part la réduction des heures d'accompagnement pour beaucoup d'élèves. La création du statut de directeurE d'école, contre l'avis d'une écrasante majorité des directeurEs, est à ce titre symptomatique du mépris total, pour les enseignantEs, de la part du ministère. Au lieu de leur apporter de l'aide, la loi Rilhac va faire d'eux des supérieurs hiérarchiques de leurs collègues et les ensevelir sous des fonctions supplémentaires : ils



et elles seront amenés à former leurs collègues, voire à l'avenir à les « noter » (ou même les choisir comme le prévoit une expérimentation à Marseille). Pourtant l'accumulation des tâches administratives peut avoir des répercussions terribles : on pense, entre autres, à notre collègue Christine Renon, qui s'était suicidée en septembre 2019.

Des jeunes laissés à l'abandon

Alors que, les deux années précédentes, les élèves de filières professionnalisantes (lycées pro, SEGPA, EREA, SEP...) bénéficiaient dans les textes officiels d'une réduction de leur période de stage en raison de la pandémie, ils et elles ont été totalement oubliés cette année et sont très nombreux à galérer. La réforme de la voie professionnelle est en train de montrer ses objectifs : vider les lycées professionnels en bradant les contenus enseignés, pousser le maximum de jeunes vers l'apprentissage et les encourager

à claquer la porte à la perspective de poursuite d'études.

Dans le même temps, dans leurs établissements, les moyens humains (remplacement des enseignantEs malades notamment) et matériels (mise en sécurité des ateliers et salles de classe) ne suivent pas, et c'est l'avenir immédiat de ces milliers de jeunes qui semble très incertain.

Dans les établissements du secondaire, les enseignantEs et les élèves ont subi d'année en année des réformes destructrices (réforme du lycée, ParcoursSup, réforme du baccalauréat) et réduction des dotations horaires. Les collègues sont épuisés et ne se voient pas organiser les épreuves de spécialité dans les conditions sanitaires actuelles.

De plus, beaucoup de celles et ceux qui ont défilé jeudi 13 janvier avaient en tête les mesures de carte scolaire et les dotations horaires de la rentrée de septembre 2022, qui doivent tomber dans les jours qui viennent et qui seront marquées, une

fois encore, par des baisses de moyens et des suppressions de postes. Faire reculer Blanquer sur le sanitaire, c'est aussi ouvrir la porte à une mobilisation capable d'obtenir les moyens dont l'école a besoin.

Une répression sous couvert de « pas de vagues »

Depuis le début du mandat de Macron, la répression des mobilisations dans l'éducation a connu une accélération dramatique, particulièrement lorsque les luttes sont menées par les élèves, à l'image de la politique contre les mouvements sociaux. Nous n'oublions jamais les lycéenEs de Mantes-la-Jolie, à genoux les mains sur la tête, ni les déblocages de lycées à la schlague par la BAC, ou encore les agents de sécurité qui délogent des étudiantEs occupant leur fac...

Pour les enseignantEs, cette répression a pris une forme plus insidieuse, c'est leur expression qui est bâillonnée (même pour un poème, comme au lycée Marcelin-Berthelot à Pantin). Les sanctions administratives ont frappé sévèrement des profs qui avaient osé manifester leur opposition à Blanquer et au gouvernement, à Melle (professeurEs sanctionnés pour faits de grève) comme ailleurs. Même s'il s'agit de bafouer la réglementation par des sanctions désavouées ultérieurement, cela ne pose pas de problème à Blanquer. Son objectif est de saper le moral des personnelEs combattifs et de polariser les mobilisations sur des revendications défensives.

Ce petit tour d'horizon montre que le mouvement de grève actuel va bien au-delà des revendications sanitaires. Il ne s'arrêtera pas avec les quelques miettes lâchées par Castex.

« ON VEUT PLUS BOSSER POUR TOI »

Blanquer aura réussi l'exploit de rester ministre de l'Éducation nationale durant l'intégralité du mandat présidentiel, au désespoir de la quasi-totalité des profs.

Le programme de Jean-Michel Blanquer pour l'école est un programme totalement macronien. Rémunération au mérite, pilotage de l'institution par les résultats des équipes comme des élèves, taylorisation de l'acte enseignant par l'imposition de méthodes limitant la liberté pédagogique, individualisation des apprentissages comme des parcours scolaires ou professionnels, renforcement des cadres hiérarchiques intermédiaires avec notamment la mise en place d'une direction d'école, isolement des syndicats et de leurs représentantEs... Sans être exhaustif, s'étale ici le parfait programme de l'école-entreprise. Le tout dans une vision totalement réactionnaire d'une école qui ne doit ni lutter contre les discriminations ni émanciper les élèves en construisant un esprit critique. Et force est de constater qu'il a réussi, malgré les résistances, à faire avancer son projet.

Le ministre le plus détesté des profs

Toutes ces attaques ont suscité des résistances. Et le feu roulant de contre-réformes et d'attaques répétées, y compris avec la répression et des appels, adressés aux récalcitrantEs, à « quitter l'Éducation nationale », qui s'ajoutent à la négation du réel vécu par les équipes sur le terrain en période de pandémie et au mépris dont Blanquer fait preuve, ont fini par



associer la politique ultra-libérale et autoritaire du ministre à sa personne.

Ne soyons pas naïfs : on ne change pas une politique en changeant de ministre. Particulièrement pas avec ce gouvernement de combat. Néanmoins, le mot d'ordre du départ de Blanquer reste central. D'une part parce qu'il fédère les collègues. Au-delà des débats interminables sur les priorisations de revendications entre moyens, conditions de travail, salaires, la question de la démission de Blanquer fait l'unanimité. Il possède donc l'atout indéniable de souder les personnels. Et concrètement, obtenir la démission du meilleur élève de la macronie serait à la fois un message envoyé à l'exécutif sur la nécessité du changement de politique et de méthode, comme la démonstration concrète que lutter peut payer. Autant d'arguments pour continuer à chanter « Jean-Michel Blanquer, désastre sanitaire, on veut plus bosser pour toi ! »

CONSTRUIRE UN MOUVEMENT POUR GAGNER

La mobilisation de jeudi 13 janvier est historique. L'arc de force syndical qui y appelait était très vaste (de la CFTD à la CNT, ainsi que les syndicats des chefs d'établissement et ceux des inspecteurs), ainsi que les taux de grévistes : 75 % pour le premier degré et 62 % pour le second degré.

La grève du 13 janvier est le résultat de la politique de Blanquer, depuis cinq ans, à tous les étages de l'Éducation nationale, y compris son mépris pour les corps intermédiaires (directions d'établissement, inspections). Sans parler de sa volonté farouche de nier la pandémie depuis deux ans. Résultats immédiats de la mobilisation : des masques FFP2 pour les personnels en maternelle, la possibilité de repousser les épreuves du bac prévues en mars et des embauches de personnels. Il faut reconnaître que c'est la première fois en cinq ans qu'une journée de grève permet des avancées. Mais il faut aussi s'avouer que c'est bien peu.

La route est longue

Les promesses n'engagent que ceux et celles qui y croient. D'abord : où sont les FFP2 pour touTEs et les purificateurs

d'air ? Ensuite, dès le 14 janvier, Blanquer souhaitait que les épreuves du bac soient le plus proche possible des dates officielles, et non pas en juin, comme le demande la profession, les jeunes et leurs parents. Enfin, embaucher des contractuels et des AED jusqu'à la fin de l'année scolaire est risible, quand on voit la difficulté actuelle à recruter. Un ministre conséquent augmenterait les postes au concours ; il donnerait un véritable statut aux AED et AESH et revaloriserait les salaires de l'ensemble des professions... Voilà, entre autres, ce qu'il nous reste à obtenir.

C'est aux grévistes de décider

La grève du 13 janvier est avant tout le résultat d'une volonté syndicale, en l'occurrence celle du SNUipp, rejoint par l'ensemble des organisations. L'appel à la grève le 20 janvier, rejoignant la



mobilisation des AED, est en partie lié à une volonté syndicale (ici, SUD éducation et FO), rejoint par l'arc syndical « lutte de classe ». La grève du 27 janvier est en ligne de mire. Et quand bien même les élections professionnelles

à venir ne sont pas étrangère à ce volontarisme, ces différentes dates forment une espèce de plan d'action, où des équipes pourraient partir en grève reconductible pour entraîner d'autres collègues.

C'est pour nous la tâche de l'heure : expliquer, sans exclusive, que c'est aux grévistes de prendre leur mobilisation en main, c'est-à-dire : discuter des mots d'ordre et des rythmes pour entraîner largement.

Pour l'instant ce sont les directions syndicales qui donnent le rythme de la mobilisation. L'enjeu actuel n'est pas de « dépasser » l'intersyndicale ou de chercher un raccourci regroupant uniquement les militantEs de la grève. Mais, de construire, y compris avec les directions syndicales locales, des assemblées générales représentatives de la mobilisation. L'idéal serait que ces AG se réunissent à chaque niveau : ville, département, voire région (notamment en région parisienne). La réalité sera sans doute plus complexe, mais c'est dans cette optique que nous voulons construire la mobilisation. Si nous appelons de nos vœux une coordination nationale de ces AG, il faut avant tout qu'elles représentent la mobilisation, y compris les directions syndicales, pour maintenir le gouvernement sous pression et continuer à les faire reculer, jusqu'à la victoire !

BORDEAUX À l'hôpital Charles-Perrens, du sous-effectif à l'effectif minimum

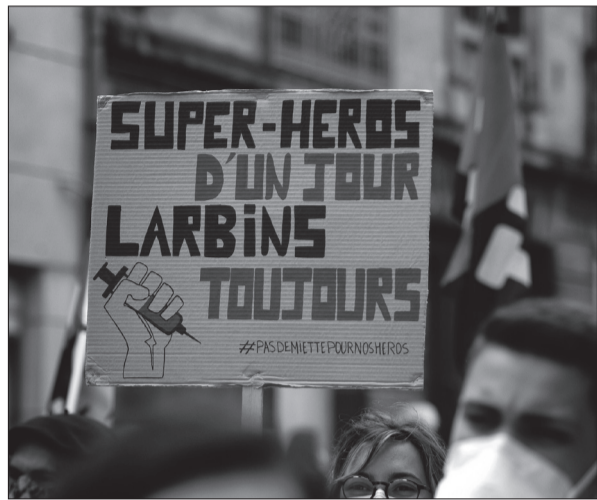


PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

L'hôpital Charles-Perrens à Bordeaux aurait reçu du père Noël une enveloppe d'1,5 million d'euros sur trois ans, destinée à «sécuriser les effectifs minimums légaux dans les unités».

C'est la moindre des choses quand on sait que, pour éviter le désastre durant les fêtes, la direction a eu recours aux heures supplémentaires dont elle a gonflé le taux et que des services ont été fermés pour dispatcher le personnel.

Rouages d'une mécanique absurde

Avec ce budget, la direction prévoit, entre autres, la création d'un pool infirmier de remplacement permanent : ça ne serait plus du sous-effectif, juste... de l'effectif minimum.

Et tant pis si le ou la soignantE ne connaît pas le service, les malades. Pour la direction, ici ou là c'est pareil, il suffit de donner à manger, de laver, de surveiller les fuyeurs et les suicidaires, de savoir ouvrir un ordinateur et de tracer les actes.

Une façon de considérer le personnel comme des exécutantEs, des rouages d'une mécanique absurde qui les prive de leur raison d'être.

La direction fait semblant de ne pas comprendre la demande des soignantEs. Oui, pour vivre il faut un salaire décent sans être obligé de faire des heures supplémentaires, du personnel en nombre et stable dans les services, dans le respect du travail relationnel avec les patientEs.

Il faudra le lui dire plus fort !

CorrespondantEs

#POUTOU2022 Nos propositions pour une politique de santé publique

Face à leur gestion capitaliste de notre système de santé, une alternative est possible.

Depuis bientôt deux ans, nous luttons contre la politique sanitaire autoritaire et inefficace menée par Macron, Vèran et Castex.

Pour une santé accessible et gratuite

Le développement de la pandémie montre toutes les insuffisances du système de santé en France pour l'accès aux soins pour tous et toutes. Cela montre la nécessité d'une santé accessible et gratuite sans forfaits, franchises et dépassement d'honoraires, et de moyens pour l'hôpital public : – Embauche d'au moins 100 000 soignantEs, augmentation des salaires notamment afin de rendre à ce secteur l'attraction qu'il a perdue car, à l'heure actuelle, une partie du personnel soignant découragé aussi bien par les conditions de travail que par le niveau des salaires, a démissionné.

– Mise en place d'un plan emploi-formation (si ce plan avait été mis en place lors du « Ségur », il y aurait déjà deux promotions d'aides-soignantes et deux promotions d'infirmières en cours de formation), des formations en alternance, avec un statut de travailleurE en formation et une rémunération égale au SMIC pour toutes les formations dites « paramédicales », ce qui les rendrait à la fois plus attractives, améliorerait la qualité de la formation et permettrait une arrivée immédiate de personnel dans les services.

– De même pour les études : une formation rémunérée dès la première année accompagnée d'un engagement dans le service public de la même durée que les études. Ce qui permettrait à la fois de répondre aux besoins de



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

celui-ci et d'ouvrir la formation médicale aux classes populaires.

– Il faut revoir le mode de fonctionnement de la médecine de ville libérale car les déserts médicaux n'existent pas uniquement dans les campagnes mais aussi dans les grandes villes (par exemple dans des quartiers populaires de Paris).

Pour lutter contre cela le NPA préconise qu'en contrepartie de la gratuité totale des études médicales à l'université, dans les IFSI, etc., et d'un statut de travailleurE en formation au moins payé au SMIC dès la première année, les médecins effectuent obligatoirement plusieurs années d'exercice dans ces déserts médicaux. Nous proposons également le développement sur tout le territoire de centres de santé

pluridisciplinaires non seulement pour soigner mais aussi pour développer la prévention, entre autres par des actions sur les déterminants de santé : les logements, la malbouffe, l'environnement, la pollution, les conditions de travail, les conséquences du chômage sur la santé...

Contre l'hôpital-entreprise

Mener une politique de santé digne de ce nom nécessite de mettre un coup d'arrêt à la tarification à l'acte (T2A) et à la restructuration des hôpitaux et des maternités (fermeture d'établissements, de services, de lits et la fin du management d'entreprise). Tout ceci a contribué à aggraver non seulement la situation de pandémie dans laquelle nous sommes mais la situation sanitaire en général. Plutôt que de stigmatiser et condamner celles et ceux qui ne se vaccinent pas, il est impératif de mener une véritable campagne d'information sur la nécessité de se vacciner avec la mise en place par exemple de maraudes d'informations à l'usage de touTEs et des personnes éloignées des soins, en traduisant la campagne de vaccination dans d'autres langues que le français... Il est aussi indispensable de généraliser les campagnes de vaccination au plus près des populations des quartiers populaires ; campagnes qui pour le moment restent exceptionnelles.

Sur ce terrain le mouvement social et ouvrier (syndicats, collectifs, associations...) devrait prendre l'initiative de propagande par l'action en promouvant des initiatives, en faisant connaître et en exigeant qu'elles soient étendues et financées par des fonds publics.

Il est nécessaire de rendre à nouveau les tests gratuits afin qu'ils soient accessibles à touTEs, y compris les plus précaires. Il faut que les personnes infectées puissent se mettre à l'isolement dans de bonnes conditions en

bénéficiant de la réquisition de logements vacants ou d'hôtels (tout le monde n'a pas la chance de bénéficier chez lui d'une pièce à part qu'il peut ventiler).

Aux mesures autoritaires, bureaucratiques et peu efficaces imposées par en haut, nous opposons l'auto-protection de la population, des salariéEs, par des mesures adaptées, discutées sur les lieux de travail (travail en présentiel ou distanciel, aménagement des postes de travail et conditions de travail).

Une construction de la santé avec la population

Nous posons également la question du bien-fondé du Conseil de défense qui s'octroie tous les droits sur la gestion de la crise sanitaire alors qu'il est constitué uniquement de Macron, de son Premier ministre, et de ses ministres de la Santé, de la Défense, de l'Économie et du Travail. C'est le contraire d'une démocratie sanitaire où la population devrait être maîtresse dans les décisions prises en faisant appel aux associations, syndicats, collectifs, et avec la création de groupes de patientEs expertEs qui permettent de mettre en commun une expérience acquise lors de la maladie comme cela s'est déjà produit lors de la lutte contre le VIH où ce sont les personnes infectées elles-mêmes qui avaient pris en charge les campagnes d'information et de prévention. Cette construction de la santé avec la population nécessite le renforcement et l'extension du service public. Un service public de santé implanté au plus près sur le territoire, ayant la confiance de la population et agissant avec elle. Voilà quelques éléments des propositions du NPA afin de mener une politique de santé publique cohérente et respectueuse de la population.

Laure Getner et Drass Tecles

Voir notre document de campagne sur les questions de santé : <https://poutou2022.org/note/199>

L'Anticapitaliste

N°132 | JANVIER 2022 | 4,5 € | La revue mensuelle du NPA
(supplément à Politique-Hebdo et à Libération) | le 29 juin 1973 | 50 centimes

LA LIGUE COMMUNISTE DISSOULTE

Abolition du décret d'interdiction !
Libération immédiate de Pierre Rousset
Levée de toute inculpation !

1001 FAÇONS DE
COMBATTRE LE FASCISME

Archives, textes compilés et interviews : RaDAR

L'Anticapitaliste la revue

Le n°132 est disponible

Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

L'Anticapitaliste,

2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

Dans les couples hétérosexuels, la majorité des moyens de contraception sont à la charge unique des femmes.

Une charge mentale et financière sur les femmes

Pour nous le stérilet, la pilule, l'implant, l'anneau vaginal, le diaphragme cervical, les injections, les patchs, etc. Pour eux... pas grand-chose si ce n'est le préservatif, encore que là aussi ces derniers sont majoritairement pris en charge par les femmes. Or la contraception a un coût : Lucile Quillet, autrice du *Prix à payer* estime que la pilule coûterait à elle seule environ 4 900 euros au cours de la vie d'une femme, et ce sans compter les visites médicales chez le gynécologue et autres examens médicaux voire la prise en charge de la contraception d'urgence ou d'une IVG. Au-delà de l'aspect financier, la contraception nécessite aussi d'y penser : étudier les différents moyens de contraception, essayer, choisir la sienne, être attentive aux effets indésirables, prendre la pilule chaque jour à la même heure, connaître la date de ses dernières règles, s'alerter en cas de retard, prévoir de ne pas être en manque de pilules, prendre

CONTRACEPTION **Vive la vasectomie!**

Il y a quelques jours, le gouvernement annonçait la mise en place de la gratuité de la contraception pour les femmes de moins de 25 ans. Si cette mesure, toute relative, peinait déjà à convaincre, elle a aussi le problème majeur de ne pas s'attaquer à une autre partie du problème : la charge contraceptive.

rendez-vous chez le gynécologue... Bref la contraception on y pense tout le temps, on se renseigne, on en discute avec notre médecin, on la prévoit sur la durée.

La contraception masculine doit se développer!

Évidemment, on peut se dire que, si la contraception est aussi largement assumée par les femmes, c'est que nous sommes en première ligne du risque de grossesse non désirée : à nous la grossesse, la douleur, le stress pour accéder à l'IVG dans les temps voire la charge de l'enfant non désiré à venir. Mais il serait quand même temps que les hommes hétérosexuels prennent leur part de la charge contraceptive. En participant aux frais de la contraception, en discutant au sein de leur couple de cette charge, voire en cherchant eux aussi à avoir accès à la contraception. Des méthodes existent : les préservatifs bien sûrs, mais aussi des méthodes



hormonales ou thermiques (slips, anneaux) encore trop peu connues et accessibles au public : il faut se mobiliser pour que le sujet de la contraception masculine soit pris en charge et que des nouvelles pratiques se développent. Enfin, profitons de cet article pour rappeler à tous les hommes qui ne veulent pas ou plus d'enfant que pour eux la vasectomie se fait avec un simple anesthésiant

local, par le biais de deux petites incisions cutanées d'environ un demi-centimètre au niveau des testicules, que ça prend environ 10 minutes et qu'il n'y a quasiment pas de risques de complications. Alors que la ligature des trompes nécessite une anesthésie générale et se pratique le plus souvent par coelioscopie (c'est-à-dire en traversant la paroi abdominale) et comporte plus de risques de complications par la suite. Plus répandue au Royaume-Uni et au Canada où un homme sur cinq a choisi la vasectomie, en France seulement 0,8 % des hommes ont passé le pas. En cause ? Des idées reçues et des stéréotypes masculins d'une sacro-sainte « virilité » directement liée à leur scrotum, qui associe la vasectomie à une « castration » qui leur est insupportable. Messieurs, il serait temps d'être un peu sérieux et de prendre en charge vous aussi votre contraception.

Aurélie-Anne Thos

MOBILITÉS **Lancement d'une campagne nationale pour la gratuité des transports**

Mardi 18 janvier une conférence de presse présentait une campagne nationale lancée à l'occasion des élections à venir par la « Coordination nationale pour des transports collectifs gratuits ». Cette coordination regroupe des collectifs et des groupes de militantEs agissant pour la gratuité dans une douzaine de villes (Aubagne, Bordeaux, Chambéry, Clermont-Ferrand, Grenoble, Lyon, Metz, Nancy, Rouen, Roubaix, Strasbourg, Toulouse, Vallée de la Thur).

L'objectif est double. D'une part s'adresser aux candidatEs avec un argumentaire expliquant les raisons pour lesquelles il est urgent d'instaurer partout des transports efficaces et gratuits. D'autre part distribuer massivement le tract national élaboré par cette coordination qui résume les raisons pour lesquelles cette campagne est lancée aujourd'hui.

Priorité absolue aux transports en commun

La gratuité existe d'ores et déjà dans 35 agglomérations en France, comme Aubagne, Châteauroux, Dunkerque ; elle est prévue à Montpellier, Douai... Partout, la gratuité associée à une amélioration du réseau se traduit par une hausse de la fréquentation : à Dunkerque (200 000 habitantEs), elle a doublé après deux ans, à Calais, elle a augmenté de 70 % dans les semaines qui ont suivi sa mise en place en janvier 2020. Aujourd'hui le temps n'est plus aux demi-mesures. Les crises sociale, climatique, sanitaire... imposent un véritable changement de cap pour désengorger les villes et les métropoles et lutter contre l'enclavement des territoires ruraux. Nous devons nous donner les moyens de vivre mieux tout en préservant la planète, et de répondre aux besoins essentiels en retirant du marché ce service public qui sert l'intérêt général. Choisir la gratuité, c'est un choix de société par lequel la collectivité décide de garantir un droit : le libre accès aux transports en commun.



De multiples arguments

Contre l'usage excessif de la voiture individuelle dû à l'étalement urbain et à la concentration des emplois dans les agglomérations, la coordination propose le développement des transports collectifs de voyageurs (tramway, bus, train) associé à la gratuité, comme signal fort envoyé à la population pour l'inciter à laisser sa voiture et prendre les transports en commun. Cette gratuité est une mesure de justice sociale, car les dépenses de transport impactent fortement les foyers les plus modestes, voire les privent de possibilités de déplacement. Or les tarifications « sociales » ou « solidaires » ne remplissent pas leur rôle : un nombre important de personnes renoncent à faire les démarches et les tarifs différents suscitent des discriminations et des tensions.

C'est aussi une mesure pour diminuer les coûts et les nuisances considérables du trafic routier, la pollution de l'air qui provoque 50 000 décès prématurés chaque année en France, les accidents de la route qui causent 3 500 morts par an, sans parler de l'entretien des routes et des parkings qui grèvent largement le budget des collectivités. Enfin, en modifiant structurellement les déplacements, en réduisant drastiquement la circulation automobile, elle est aussi un moyen de diminuer les émissions de gaz à effet de serre.

Un enjeu pour la présidentielle

Comme le conclut justement le tract de la coordination : « Prendre le train, le tramway ou le bus plutôt que la voiture, cela réduit la

pollution, les embouteillages, c'est bon pour la santé et la tranquillité de la vie quotidienne. Tout le monde en profite. Il est juste que ce soit pris en charge collectivement, comme la santé et l'école ».

L'instauration de la gratuité des transports en commun est une mesure qui concilie les urgences sociales et environnementales. C'est ce type de sujet qui doit être mis au centre des enjeux politiques actuels. Nous espérons que, dans d'autres villes, d'autres groupes militants rejoindront cette mobilisation. En cette période d'offensive « greenwashing », la gratuité des transports publics est une mesure concrète, efficace. Elle doit devenir un enjeu pour la présidentielle.

Michel Szempruch

Pour prendre contact avec la coordination : gratuite_tc_contact@framalistes.org

TOUT-CARCÉRAL **Non à la troisième prison à Muret!**

Mercredi 12 janvier a eu lieu le premier rassemblement contre la création d'une nouvelle prison à Muret (Haute-Garonne). Ce n'est pas un deuxième mais un troisième établissement pénitencier qu'accueilleraient la ville de Muret si ce projet venait à naître. La ville pourrait ainsi devenir l'un des plus grands parcs carcéraux de France.

En réponse à la surpopulation des prisons, les gouvernements successifs préfèrent construire toujours plus de prisons que de remettre en question leur politique pénitentiaire et leurs attaques faites à la justice.

Or la prison tue. « La France demeure l'un des pays qui présentent le niveau de suicide en prison le plus élevé de l'Europe des Quinze. Les personnes détenues se suicident six fois plus qu'en population générale », d'après l'Observatoire international des prisons. Les droits des prisonniers y sont bafoués. Ils sont traités comme des sous-citoyens :

- le code du travail et le SMIC n'est pas appliqué : le travail est payé 1,67 euro/heure ;
- pendant la pandémie : refus de leur donner du gel hydroalcoolique, interdiction du port du masque, certains prisonniers ont été mis au travail pour fabriquer des masques.

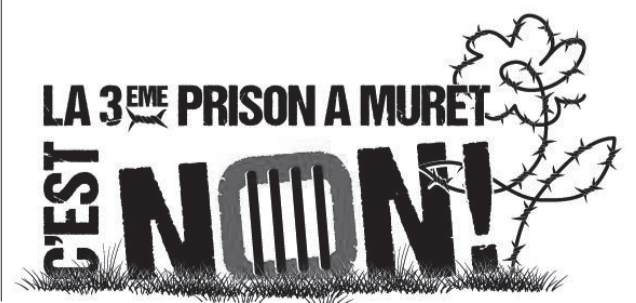
Vider les prisons existantes

- En décembre 2021, les prisons françaises comportaient 69 992 détenuEs, soit 11,1 % de plus qu'en 2020. Notons que sur l'ensemble des détenuEs, 27,2 % sont en fait des prévenuEs, c'est-à-dire des personnes en attente de jugement ou pas encore condamnées définitivement... Pour permettre une sortie de prison efficace, il faut développer une réelle politique de réinsertion de détenus ce qui ne peut être fait sans investissement supplémentaire. Nous proposons les mesures suivantes afin de réduire drastiquement le nombre de prisonnierEs, étape indispensable pour aller vers le dépeuplement de la prison :
- Dépenalisation de certains types de délits (notamment légalisation du cannabis) ;
 - Limitation des possibilités de recours à la détention provisoire dès le placement initial et réduction de sa durée ;
 - Stricte limitation du champ d'application des procédures de jugement rapide ;
 - Réduction de la durée effective des peines de prison ;
 - Révision de l'échelle des peines qui allie réduction du recours aux longues peines et remplacement des courtes peines de prison par des mesures non privatives de liberté, en particulier par des mesures de probation en milieu ouvert ;
 - Libération des prisonniers âgés et malades incurables ;
 - Transfert des personnes relevant de soins en psychiatrie dans des unités de soins spécialisées ;
 - Incarcération proche du domicile ;
 - Application du code du travail en prison ;
 - Droit effectif à la culture et à l'éducation.

Ne plus les remplir : donnons des réponses sociales!

Nous voulons des moyens pour l'accès à l'éducation, contre le chômage, pour du travail décent, plus de prévention, plus de moyens pour la justice mais aussi construire réellement des alternatives à la détention. Le projet de Muret, en plus d'être imposé par la préfecture contre l'avis négatif du commissaire enquêteur, de la municipalité de Muret, de la communauté d'agglomération, du département et de la chambre d'agriculture de la Haute-Garonne, aura des conséquences écologiques irréversibles et dévastatrices sur les écosystèmes locaux et la biodiversité. Il entrainera la destruction de zones boisées et agricoles ainsi que d'habitats naturels comprenant des zones humides et des espèces animales et végétales protégées.

NPA 31



Point de vue**La campagne de Roussel ou le communisme «à la papa»**

Nous publions un «point de vue» qui nous a été envoyé, à propos de la campagne de Fabien Roussel.

«**E**n faisant l'éloge de la viande et du nucléaire, le candidat fait preuve de liberté et même de courage». Ceci est l'introduction d'un article du *Point* sur Fabien Roussel qui est, toujours selon l'hebdomadaire, le candidat qui agace la gauche «woke».

Fondamentaux républicains

Roussel s'est promis de remettre le PCF dans les pas de Thorez, Marchais et de retrouver les fondamentaux qui ont semblé se perdre avec les alliances PCF-FI¹. Nous avons vu, d'abord, sa participation à la manifestation du syndicat policier Alliance le 19 mai, puis l'invitation faite à Valérie Pécresse à la fête de l'Huma en septembre 2021, où le débat fut plus que courtois, avec accolades, poignées de mains et sourires. La recherche de la respectabilité, en somme.

Mais ceci n'empêche pas Roussel d'aller en manif et de fustiger Darmanin et Lallemand². Nous voilà rassurés, donc. D'ailleurs Roussel est infatigable, il est sur la plupart des piquets de grèves, il twitte et re-twitte. Jusqu'à la phrase de trop, le combo «viande-vin-fromage» qu'il veut «rendre» aux classes populaires.

L'identité gastronomique en question

Roussel a, semble-t-il voulu répondre (encore !) à l'injonction de Valérie Pécresse, pour qui «être français, c'est manger du foie gras»³, mais sur une base «de classe» (viande rouge versus foie gras). Et c'est là qu'est l'os, justement. Roussel reste au degré zéro de la politique, en regardant l'assiette avec des lunettes de 1960. Comme si nous ne savions pas que la qualité de la viande est dégradée car sur-produite, et que le débat sur l'alimentation carnée est aujourd'hui un vrai enjeu de société.

En réduisant le point de vue d'un candidat de la gauche populaire sur la gastronomie à celui de «ce qu'on a dans l'assiette» et non pas sur le type de production, ou même d'élargir le terme de gastronomie aux autres cuisines, le candidat du PCF enferme le débat, et les réactions paraissent, du coup, soit hors-sol (c'est une réalité que les gens achètent moins de viande, car trop chère), soit encore plus naïves. Cela fait un point de plus pour les nationalistes, et la question du lien entre nourriture et environnement est sacrifiée sur l'autel du populisme. Dans un sens, un candidat qui accuse les opposantEs à la chasse d'être des citadins intellos est cohérent.

Le retour du productivisme

La question de la «valeur travail», est le thème qui a débuté la campagne du PCF lors du meeting national du 21 novembre. À la manif des personnels de l'Éducation nationale, le 13 janvier, Roussel déclarait : «Je suis le seul à défendre le revenu issu du travail plutôt que de le revenu issu de l'aide sociale». Déjà, cette phrase est très ambiguë et, ensuite, il n'est pas le seul candidat à défendre les salaires. Mais là, Roussel attaque l'idée du revenu universel (à juste titre), mais ignore les étudiantEs, pour qui travailler prends du temps sur les études, et pour qui l'aide sociale serait d'un grand secours. Il exclut les artistes, auteurEs-compositeurEs qui souvent, améliorent leur quotidien avec un RSA, faute d'être éligibles au statut d'intermittent. Et enfin, il ignore les personnes handicapéEs, qui (sur)vivent grâce à l'AAH. À force de vouloir se présenter contre Mélenchon, Roussel casse encore un peu plus le socle idéologique de ce qu'a été le PCF il y a cent ans.

Manue Mallet

1 - Le Monde, 14 décembre 2021.

2 - Public Sénat, 7 décembre 2020.

3 - Tweet du compte de Valérie Pécresse le 12 décembre 2021.

#Poutou2022**Franc succès pour la première réunion du comité de soutien d'Angoulême à la candidature de Philippe Poutou**

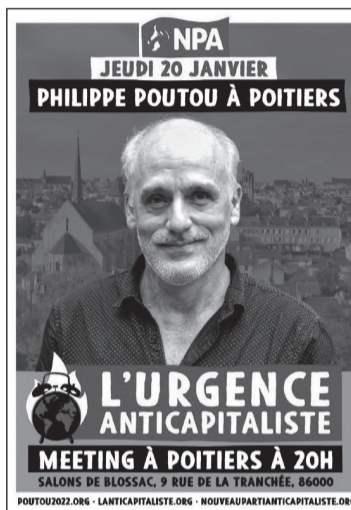
Actives et actifs depuis des mois dans le soutien à la candidature de Philippe Poutou, notamment en sillonnant les routes du département à la recherche des parrainages des maires, les camarades charentais du NPA en Lutte ont organisé le vendredi 14 janvier en fin d'après-midi la première réunion publique du comité de soutien d'Angoulême.

La réunion avait été annoncée lors d'une conférence de presse avec le quotidien régional *la Charente libre* le jeudi 6 janvier devant la mairie d'Angoulême (tout un symbole) suivie d'un bon article le lendemain. Un tract d'appel a également été largement diffusé sur le principal marché de la ville, au LISA (Lycée images et sons), aux étudiantEs du pôle BD ainsi qu'aux 800 manifestantEs de l'éducation nationale le 13 janvier à Angoulême.

Philippe Poutou populaire dans la jeunesse

Organisée en centre ville dans la salle d'un établissement ami, la réunion animée par Hélène, Jean-Louis et Serge a réuni plus de 15 personnes et 12 ont laissé leurs coordonnées pour continuer la campagne avec nous. Journaux, tracts, autocollants : tout avait disparu avant la fin de la réunion. Les participantEs très jeunes pour une immense majorité témoignent de l'impact de la campagne Poutou sur la jeunesse.

Après une courte présentation sur la situation politique, nous avons présenté les enjeux et la signification de la candidature Poutou dans un paysage politique éclaté par les multiples candidatures de la gauche «gouvernementale» et la pression



de l'extrême droite aussi bien sur la politique du gouvernement Macron que sur la campagne électorale elle-même. La discussion fut ample par les sujets abordés (quasi tous les axes de la campagne Poutou) mais aussi sur la question du comment y parvenir et comment rompre effectivement et pas seulement dans de grands discours (Mélenchon, Roussel) avec toutes les institutions réactionnaires de l'État bourgeois. Discussion passionnante sur la police, l'armée, la justice et les forces de coercition réactionnaires nichées dans toutes les grandes administrations. A également été

évoqué l'exemple local de la volonté de l'agro-industrie d'imposer ses plans délirants sur la gestion de l'eau (l'affaire des «bassines» pour notre région) par simples décrets préfectoraux, ignorant les décisions des élus locaux et même celles de la justice.

Meeting à Poitiers le 20 janvier

Seule la mobilisation de celles et ceux d'en bas peut s'opposer aux plans capitalistes qui ne visent qu'à conserver ou accroître les profits d'une minorité contre nos vies. L'exemple des avancées au Chili grâce à un puissant mouvement populaire fut également commenté, en insistant sur la nécessité de maintenir ou amplifier la mobilisation pour coordonner toutes les expressions d'un contrôle populaire depuis le quartier ou le lieu de travail jusqu'au niveau central (nouvelle constitution et politique du nouveau gouvernement). La question de nos difficultés pour obtenir les 500 parrainages n'a pas été esquivée et la recherche active se poursuit. La première échéance pour le comité va consister à assurer le succès du meeting régional de Philippe Poutou à Poitiers le 20 janvier et d'amplifier la mobilisation à Angoulême et en Charente. **CorrespondantEs Angoulême**

Agenda

Jeudi 20 janvier, réunion de création d'un comité de soutien à la candidature de Philippe Poutou, Alençon. À 20h30, maison de la vie associative, espace Pyramide.

Jeudi 20 janvier, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Poitiers. À 20h, Salons de Blossac, 9 rue de la Tranchée.

Mardi 25 janvier, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Caen. À 20h, Centre de congrès, 13, avenue Albert-Sorel.

Jeudi 27 janvier, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Bordeaux. À 19h, salle de l'Athénée municipal.

Lundi 31 janvier, réunion publique du NPA avec Olivier Besancenot – porte-parole de Philippe Poutou, Pantin. À 19h30, école Sadi-Carnot, M^o Hoche / RER Gare-de-Pantin.

Mardi 1^{er} février, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Metz. À 20h, FJT Étap'Habitat, 2, rue Georges-Ducrocq.

Mercredi 2 février, réunion publique du NPA avec Olivier Besancenot – porte-parole de Philippe Poutou, Montreuil. À 20h, salle des fêtes de la mairie de Montreuil, M^o Mairie-de-Montreuil (Ligne 9).

Jeudi 3 février, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Saint-Nazaire. À 20h, Maison des associations-Agora 1901, salle 7, 2 bis, bd Albert de Mun.

Samedi 5 février, fête anticapitaliste avec Philippe Poutou, Limoges. À 16h, salle Édouard-Detaille, 8, rue Édouard-Detaille, La Bastide.

Vendredi 11 février, réunion publique du NPA avec Olivier Besancenot – porte-parole de Philippe Poutou, Saint-Malo. À 19h, salle de quartier de Rocabey (angle rue Jules-Ferry et bd Villebois-Mareuil).

Mardi 22 février, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Mulhouse. À 20h, MCP Cité, 29, rue Chanoine-Cetty.

Mercredi 9 mars, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Besançon. À 20h, Grand Kursaal, 2, place du Théâtre à Besançon.

#Poutou2022**Parrainages : lettre de Philippe Poutou aux éluEs des régions, des départements, du Sénat et aux députéEs**

Nous avons dépassé les 200 promesses de parrainages, avons vu 4 000 maires. Nous lançons aujourd'hui un appel à touTEs les éluEs des régions, départements, députéEs, sénateurs/trices : parrainez ma candidature. Il ne s'agit pas d'un soutien mais d'une caution démocratique. En effet, il n'y a pas de raison que nous ne sollicitons que les maires, qui ne sont en général pas membres d'un parti, davantage que les éluEs qui en sont membres. Ces derniers ont toute latitude pour parrainer puisque leur candidat n'aura pas de difficulté à atteindre les 400 parrainages.

Madame, Monsieur, Tout d'abord, je vous présente mes meilleurs vœux pour cette année hélas à nouveau placée sous le signe de la pandémie de Covid. Comme vous le savez déjà sans doute, je me présente à l'élection présidentielle, et c'est à ce titre que je me permets de m'adresser à vous, afin de solliciter votre parrainage administratif. En 2012 et 2017, grâce aux parrainages que les éluEs, particulièrement les maires des petites communes, avaient bien voulu m'accorder, j'avais déjà pu participer à ces campagnes présidentielles. Notre courant politique a donc une continuité que nous souhaiterions poursuivre en présentant ma candidature en avril 2022.

«J'en appelle à vous d'un point de vue démocratique»

Je sais que nous avons des divergences politiques importantes, que vous êtes pour une grande partie d'entre vous membres de partis

auxquels nous nous opposons franchement et régulièrement, d'autres avec lesquels nous avons des relations militantes. Cependant, j'en appelle à vous d'un point de vue démocratique. Ma candidature, portée par le Nouveau Parti anticapitaliste, en continuité avec les candidatures d'Olivier Besancenot en 2002 et 2007, est légitime dans le pays. Elle fait écho aux nombreuses mobilisations qui ont contesté les choix politiques gouvernementaux ces dernières années, et notamment les voix des salariéEs, des habitantEs des zones périurbaines et rurales, en particulier à l'occasion du mouvement des Gilets jaunes.

Les élections municipales sont marquées par des taux d'abstention de plus en plus importants, expression de la difficulté à se reconnaître dans les différents partis présents dans les institutions. Dans un tel contexte, la possibilité pour un salarié, licencié comme des millions d'entre eux, de se présenter à l'élection présidentielle, est un enjeu d'autant plus fort.

«Permettre que notre voix puisse se faire entendre»

Si je m'adresse à vous, c'est pour permettre d'assurer cette présence qui dépend d'éluEs comme vous, attachéEs à l'exercice de la démocratie, c'est-à-dire à la

pluralité des expressions pour tenter de répondre aux besoins de la population. Comme vous le savez, un parrainage administratif n'est en aucun cas une approbation et encore moins un soutien aux idées que porte un candidat. Il s'agit juste de permettre que notre voix puisse se faire entendre, une voix qui est peu représentée dans le cadre des institutions, notamment du fait de l'absence de scrutin proportionnel. En vous remerciant d'avance pour le geste que vous pourrez accomplir, veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations démocratiques. **Philippe Poutou**

Bande dessinée

Pour les bénévoles comme pour les « professionnels », il s'agit d'éviter le scénario 2021 (de report en report puis annulation) en prenant en compte les évolutions du scénario sanitaire et les disponibilités de tous les partenaires, pas seulement commerciaux, en fonction du calendrier des manifestations culturelles (afin de minimiser au maximum les préjudices réciproques qui pourraient survenir), la nécessité de promouvoir des œuvres dans une temporalité en lien avec leur présence en librairie et de précéder la période électorale autant que faire se peut...

« L'espérance est forte de retrouver le Festival dans sa forme la plus aboutie, fédératrice de tout un écosystème du 9^e art générateur d'une véritable passion chez de très nombreux français et internationaux attendus à Angoulême dans ce temps inédit de mars. » Il est évident qu'un nouveau report annihilerait tous les engagements des uns et des autres. Le pire n'est jamais certain.

Les expositions en gare se développent

En attendant le mois de mars, le festival invitera à des rencontres en gare avec la bande dessinée dans toute sa diversité ainsi que nous l'avions déjà annoncé dans *L'Anticapitaliste*. Depuis le 20 décembre, une dizaine de gares sont porteuses d'œuvres qui entrent en résonance avec l'actualité du 9^e art. Certains renvoient à l'évolution de notre société, d'autres offrent des contenus pédagogiques ou invitent à des retrouvailles avec des créations familiales. De *Goldorak à Madeleine, résistante* en passant par *Bergères guerrières* et *Le Marsupilami*. Fin janvier et début février, une vingtaine d'autres gares viendront

Le 49^e festival d'Angoulême reprogrammé du 17 au 20 mars 2022

« Le 49^e Festival d'Angoulême est reporté du 17 au 20 mars prochains (et le mercredi 16 mars pour sa journée professionnelle) dans toutes ses composantes : sa programmation artistique, sa compétition officielle, la désignation du Grand Prix, son offre éditoriale associée à la présence des auteurEs et de leurs éditeurs. L'ambition reste par conséquent totalement intacte de proposer à tous les amateurEs de bande dessinée une édition comparable, par sa richesse et la diversité de son offre culturelle, à celles qui ont précédé la pandémie. »



s'ajouter à ce dispositif initial. Elles proposeront aux voyageurs une rencontre avec des extraits des livres figurant dans les sélections officielles du festival. Près d'une centaine d'ouvrages sont concernés, offrant un instantané du paysage actuel de la bande dessinée. Ils seront regroupés par thématique, accompagnés d'un discours critique destiné à les éclairer. Ces œuvres explorent des univers, ceux de leurs

autrices et auteurs avant tout, mais aussi les mondes d'aujourd'hui, de demain, parfois utopiques, parfois dystopiques, faits de grandes histoires collectives et de petites histoires individuelles.

Une génération qui s'engage

À l'initiative de l'Agence française de développement (AFD) et en partenariat avec le festival, « *Le monde au bout du crayon : récits en*

bande dessinée d'une génération qui s'engage » est l'aboutissement d'un projet d'envergure internationale débuté en 2021. La parole est donnée aux jeunes auteurEs de bande dessinée d'ici et d'ailleurs pour qu'ils et elles expriment leur vision du monde, dévoilent ce qu'ils et elles souhaitent changer et ce qu'ils et elles espèrent. Drôles, percutantes, iconoclastes, malicieuses, parfois provocatrices mais toujours lucides, leurs œuvres relatent les craintes et les espoirs pour l'avenir et invitent à s'interroger. Des extraits seront à découvrir en gare à Paris et les œuvres complètes seront présentées pour la première fois sous forme d'une exposition lors du festival, à l'Alpha Médiathèque d'Angoulême. Notons que ces jeunes qui s'engagent le font beaucoup sur la question de l'environnement et que la mairie d'Angoulême n'a rien trouvé de mieux que de sortir un communiqué visant à relancer le projet de parc d'attraction BD « Imagiland » suite aux promesses éventuelles de nouveaux financiers. Parc qui serait bien sûr construit sur une zone humide. Comme quoi la BD ne rend pas forcément plus intelligent tout le monde...

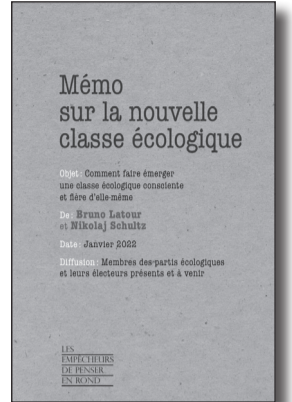
Sylvain Chardon

Essai

Mémo sur la nouvelle classe écologique, de Bruno Latour et Nikolaj Schultz

La Découverte, 96 pages, 14 euros.

Le sous-titre de cet essai en dit l'ambition : « Comment faire émerger une classe écologique consciente et fière d'elle-même ? » La cible annoncée du texte, les « membres des partis écologiques et leurs électeurs présents et à venir », est également très explicite. Si l'on ajoute que Latour a soutenu la candidature de Piolle à la primaire des écologistes, et que le même, interviewé sur France Inter, a refusé de se prononcer sur la taxonomie verte européenne, qui amènerait à considérer le nucléaire comme utile à la phase de transition énergétique, l'on comprendra qu'il ne faut pas s'attendre ici à un manifeste écosocialiste. Encore que...



Des questions clés

Ce n'est sans doute pas à nous que Latour et Schultz ont pensé en écrivant leur livre. Par contre, au fil des pages, nous y trouvons bon nombre de questions clés qui se posent à un parti comme le nôtre dans la perspective de rompre avec le productivisme. « Donner la priorité au maintien des conditions d'habitabilité de la planète et non pas au développement de la production », passer du concept de développement à celui d'enveloppement, reconnaître l'importance des pratiques « d'engendrement » rendant les rapports de production possibles, faire advenir « la jonction, dans la même enceinte du monde, du monde où l'on vit et du monde dont on vit ». Autrement dit, comment faire entrer dans l'univers de nos luttes l'idée qu'il faudrait produire moins et autrement, et que cela permettrait la redéfinition de nos objectifs sociaux et politiques...

Une classe, vraiment ?

Au fil des pages, l'on s'impatiente d'en savoir plus sur ce que les auteurs entendent pas « la nouvelle classe écologique ». Et la réponse est intéressante, et mériterait d'être largement discutée, car il s'agit à la fois d'un modèle sociologique, basé sur la description du monde par les acteurs de ce monde ; d'un modèle mathématique, à savoir une classe qui regroupe des éléments ayant des caractéristiques communes – ici une certaine idée du monde écologique – donc descriptive, déclarative, idéaliste ; et de l'acceptation classique de ce que nous entendons par classe sociale. L'avantage de ce mix est qu'il permet d'engendrer une entité dans laquelle on retrouve ce que nos camarades qui écrivent l'écosocialisme, Löwy et Tanuro, présentent comme celles et ceux entre lesquelles alliance : les prolétaires, les mouvements féministes, les mouvements post-coloniaux, les peuples dits autochtones, les jeunes, les intellectuelEs, les scientifiques.

La question du pouvoir

Là encore, les auteurs ne reculent pas devant la question, assument la nécessité de viser « la conquête de ce monopole à renouveler », questionnant la vision léniniste du dépérissement de l'État, puisant aux perspectives gramsciennes de l'hégémonie, intégrant également à la réflexion la place que pourraient prendre les acteurs des luttes qui « avaient l'air de se situer dans les marges (mais qui) sont toutes devenues centrales pour la survie de tous » (les zadistes se reconnaîtront). Malheureusement, Latour et Schultz en restent à une perspective électorale, et ils allouent à ceux d'en bas la responsabilité de la « description du monde matériel » mais ils ne semblent invoquer leur intervention que pour leur confier la tâche de donner de solides bases à une forme de matérialisme déléguataire.

Vincent Gibelin

Essai

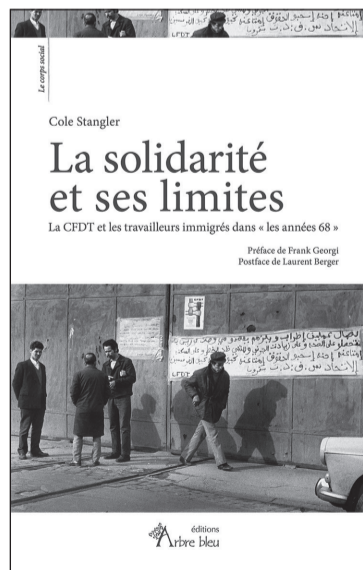
La solidarité et ses limites : la CFDT et les travailleurs immigrés dans « les années 68 », de Cole Stangler

Arbre bleu éditions, 281 pages, 23 euros.

« **L**e développement de la conscience de classe passe aujourd'hui par la compréhension de cette réalité profonde : "Au royaume du capitalisme, nous sommes tous des immigrés". » Ainsi s'exprime en 1972 Edmond Maire, secrétaire général de la CFDT. Qu'y-a-t-il au-delà de cette rhétorique « soixante-huitarde » qui, prononcée en 2022, allongerait les insomnies de Macron ou Zemmour ? Ce livre du journaliste et historien new-yorkais Cole Stangler esquisse quelques réponses.

Phrases gauchistes et réalités militantes

Si les travailleurEs immigrés constituent un « objectif prioritaire » de dirigeants de la CFDT dès le milieu des années 1960, l'essentiel d'entre eux n'ont alors pas le droit de se présenter aux élections professionnelles, ce qui restreint leur capacité d'action, dans le cadre d'un syndicat intégré à l'appareil d'État, et de surcroît marqué par ses origines chrétiennes et anticommunistes. Cela étant, nettement portée par une poussée ouvrière au sein de populations immigrées, forgée par des grèves, des adhésions importantes dans les structures syndicales de base



ou des organisations spécifiques, et le volontarisme de militants gauchistes, la question des immigrés s'impose. Bas salaires, conditions de travail, qualité de logement, dénonciation des crimes¹, lutte contre les embauches discriminantes, opposition aux expulsions, droit au regroupement familial, régularisation des « sans-papiers », lutte contre les « rayures »² racistes, les thèmes ne manquent pas. En 1974, lorsque le gouvernement prétexte la montée du chômage

pour annoncer la suspension totale de l'immigration, la CFDT s'y déclare opposée, alors que FO revendique cette mesure et que la CGT a donné son accord préalable. Toutefois, en 1972, lorsque les circulaires Marcellin-Fontanet conditionnent la carte de séjour à un contrat de travail d'un an et un logement « décent » et que des milliers d'ouvriers deviennent « sans-papiers », la CFDT met près d'un an avant de dénoncer les circulaires. Edmond Maire combat alors les militantEs qui souhaitent que la CFDT se positionne non seulement pour l'égalité des droits sociaux, mais également pour l'égalité des droits politiques.

Grèves et points de vue d'anonymes

Peu implantée dans la classe ouvrière³, la centrale est, très certainement, plus liée à l'appareil d'État que la CGT de l'époque, et combat plus souvent qu'on ne le suppose les mobilisations et militantEs immigrés ou gauchistes. Des cédétistes participent néanmoins à des conflits dans des « entreprises où les salaires sont très bas, les conditions de travail extrêmement difficiles et les patrons particulièrement antisyndicaux ».

L'intérêt de l'ouvrage tient surtout aux archives syndicales (CFDT comme CGT) qui y sont convoquées, notamment celles de la Fédération du Bâtiment, et à son analyse de grèves peu connues, à l'instar de celle des ouvriers agricoles de Solférino dans les Landes en 1970 ou celle de Zimmerfer à Louviers en 1973, provoquée par le refus des patrons de reconnaître la section CFDT regroupant des ouvriers maîtrisant mal le français. Enfin, tracts, affiches de luttes et surtout entretiens permettent de restituer engagements, paroles et perspectives d'ouvriers immigrés ordinairement absents des récits. Diarra, un militant mauricien du Nord, déclare ainsi en 1966 : « Nous ne sommes pas des bêtes. Lorsque l'on nous dit : "Vous mangez notre pain", ce pain nous l'avons gagné à la sueur de notre front. »

Chris Miclos

1 – Le gouvernement algérien estime que 50 Algériens ont été tués et 300 ont été blessés durant une vague de meurtres en France en 1973.
2 – À l'usine Renault de Flins, des membres de l'encadrement de l'entreprise publique organisent les « rayures » des patronymes à consonance étrangère des listes présentées aux élections professionnelles.
3 – En 1976, les ouvriers ne constituent que 30% des délégués du congrès de la centrale.

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

la-breche.com

27, rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44 – contact@la-breche.com
Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

